REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO



DOCUMENT N°7

CADRE BUDGETAIRE A MOYEN TERME 2021 - 2023

Kinshasa, Octobre 2020

SOMMAIRE

LISTE D	DES ACRONYMES	ii
RESUM	E ANALYTIQUE	1
INTRO	DUCTION	2
I. P	ERSPECTIVES ECONOMIQUES A MOYEN TERME	4
1.1	Perspectives internationales	4
1.2	Perspectives nationales	5
II. P	DLITIQUE BUDGETAIRE ET STRATEGIES SECTORIELLES	
2.1	Politique budgétaire	7
2.1.1	En matière des dépenses	7
2.1.2	En matière de recettes	8
2.2	Principales actions des stratégies sectorielles	
2.2.1	. Secteurs productifs et des infrastructures	10
2.2.2	. Secteurs sociaux	17
2.2.3	Secteurs de gouvernance	21
III. P	ROGRAMMATION BUDGETAIRE 2021-2023	25
3.1	REVUE BUDGETAIRE 2017-2019	25
3.2	EVOLUTION PREVISIONNELLE DES DEPENSES	27
3.2.1	Evolution des dépenses du Pouvoir central	28
3.2.2	Evolution des dépenses des Provinces	29
3.2.3	Evolution des dépenses des ETD	30
3.3	EVOLUTION PREVISIONNELLE DES RECETTES	31
3.3.1	Evolution des recettes du Pouvoir central	32
3.3.2	Evolution des recettes des Provinces	33
3.3.3	Evolution des recettes des ETD	33
3.4	CADRE DES DEPENSES A MOYEN TERME CENTRAL (CDMT) 2021-2023	34
IV. E	OLUTION PREVISIONNELLE DU SOLDE BUDGETAIRE ET DE SON FIN	ANCEMENT .35
V. R	ISQUES ET CONTRAINTES DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA PROG UDGETAIRE 2021-2023	GRAMMATION 37
CONCL	JSION	41

LISTE DES ACRONYMES

AAC : Autorité d'Aviation Civile

ADF : Allied Democratic Forces

BAD : Banque Africaine de Développement

CDR : Centres de Distribution Régionale

CPCM : Comité Permanent de Cadrage Macroéconomique

DGPPB : Direction Générale des Politiques et Programmation Budgétaire

ETD : Entité Territoriale Décentralisée

FARDC : Forces Armées de la République Démocratique du Congo

FMI : Fonds Monétaire International

IPR : Impôt Professionnel sur le Revenu

LOFIP : Loi relative aux finances publiques

METTELSAT : Agence Nationale de Météorologie et de Télédétection par Satellite

PME : Petite et Moyenne Entreprise

PMI : Petite et Moyenne Industrie

PMUAIC : Programme Multisectoriel d'Urgence pour l'Atténuation de l'Impact du COVID-19

PNDS : Plan National de Développement Sanitaire

PNSD : Plan National Stratégique de Développement

SCPT : Société Congolaise des Ports et des Transports

SNHR : Société Nationale d'Hydraulique Rurale

TIC : Technologie de l'Information et de la Communication

PPP : Partenariat Public Privé

RESUME ANALYTIQUE

Le présent Cadre Budgétaire à Moyen Terme (CBMT) définit la trajectoire des finances publiques envisagées pour la période de 2021 à 2023. Il présente l'évolution prévisionnelle triennale des dépenses et des recettes du Pouvoir central, des Provinces et des ETD, du solde qui s'en dégage ainsi que l'évolution de l'endettement, conformément à l'article 13 de la LOFIP.

L'évolution de dépenses reflète la vision du Gouvernement à travers son Programme d'actions adoptée le 6 septembre 2019 par l'Assemblée Nationale. L'accent est mis sur les dépenses sociales, notamment celles des secteurs de santé et de l'éducation, ainsi que sur les dépenses d'investissement des secteurs porteurs de croissance, notamment l'agriculture, le développement rural, l'industrie, les télécommunications et les infrastructures.

L'évolution de recettes sur la période traduit les efforts du Gouvernement dans la poursuite de la lutte contre la corruption, l'évasion et la fraude fiscales ainsi que la promotion de la culture fiscale.

Le CBMT 2021-2023 se résume comme suit :

Agrégats	2021	2022	2023
Pouvoir central	/		
Dépenses total	14 235 222 687 595	16 862 626 207 054	18 945 781 833 888
Recettes total	14 235 222 687 595	14 352 804 912 698	16 350 557 163 818
Solde	0	0 -2 509 821 294 356	
Endettement	0	-2 509 821 294 356	-2 595 224 670 070
Provinces			
Dépenses total	2 712 184 362 496	2 840 146 531 921	3 017 094 412 590
Recettes total	2 712 184 362 496	2 840 146 531 920	3 017 094 412 590
Solde	0	0	0
Endettement	0	0	0
ETD			
Dépenses	106 532 605 162	111 558 864 976	118 531 761 717
Recettes 106 532 605 162		111 558 864 976	118 531 761 717
Solde	0	0	0
Endettement	0	0	0

INTRODUCTION

Le présent document contient le Cadre Budgétaire à Moyen Terme 2021-2023. Il intègre l'évolution de la situation économique internationale et les observations pertinentes du Séminaire d'orientation budgétaire 2021 tenu en juillet 2020 au Pullman Kinshasa Grand Hôtel, avec la participation des experts des ministères sectoriels et des commissions ECOFIN des deux chambres du Parlement ainsi que des organisations de la société civile.

Elaboré sur base des hypothèses macroéconomiques actualisées par le Comité permanent du cadrage macroéconomique en fonction de la production à fin juin 2020 qui situe l'activité économique à **3,2%** en 2021 et à **4,7%** l'an entre 2021 et 2023, le CBMT 2021-2023 prend également en compte :

- les priorités des politiques publiques avancées par les sectoriels pour les trois prochaines années, en ligne avec le Plan National Stratégique de Développement et le Programme d'actions du Gouvernement ;
- les actions du Programme Multisectoriel d'Urgence pour l'Atténuation de l'Impact de la COVID-19 dont la mise en œuvre devra s'étendre jusqu'à la période prévisionnelle ;
- les mesures supplémentaires de politique fiscale proposées par les Administrations financières pour améliorer la collecte des recettes courantes ;
- les arbitrages effectués à l'issue des conférences budgétaires de l'exercice 2021.

Il convient de relever que le cadre macroéconomique actualisé postule une embellie de la croissance économique, après la récession de 2020, sous l'hypothèse d'un redressement économique mondial, de la reprise de l'activité économique nationale, du bon comportement de l'activité minière, de l'appréciation des cours des principaux produits d'exportation du pays ainsi que de l'accroissement des investissements publics.

S'alignant sur ce cadrage macroéconomique, la programmation budgétaire 2021-2023 postule une amélioration progressive de la capacité de recouvrement des recettes sur la période prévisionnelle par rapport aux estimations attendues à fin 2020 et ce, à travers la mise en œuvre optimale des mesures de la politique fiscale préconisées.

Le Cadre Budgétaire à Moyen Terme 2021-2023 ainsi présenté devra accompagner le projet de loi de finances 2021, conformément aux dispositions de la LOFIP en son article 79.

Il s'organise autour de quatre chapitres, en dehors de l'introduction et de la conclusion. Le premier présente les perspectives économiques internationales et nationales à moyen terme, le deuxième décline la politique budgétaire et les principales stratégies sectorielles retenues, alors que le troisième et le dernier chapitre décrivent respectivement la programmation budgétaire de la période 2021-2023 et les risques liés à sa mise en œuvre.

I. PERSPECTIVES ECONOMIQUES A MOYEN TERME

Ce point donne un aperçu des perspectives économiques internationales et nationales sous-tendant la programmation budgétaire 2021-2023.

1.1 Perspectives internationales

Sur le plan international, la conjoncture économique reste globalement marquée par une baisse drastique de l'activité économique en 2020, aussi bien dans les pays avancés que dans les pays émergents et en développement, et par une reprise à partir de 2021 qui devrait être maintenue jusqu'en 2023.

En effet, selon les perspectives de l'économie mondiale du FMI de juin 2020, la croissance du PIB mondial devrait se situer à **-4,9%** en 2020 contre **2,9%** réalisée en 2019, en raison principalement de la crise sanitaire mondiale liée à la Covid-19 qui a paralysé l'activité économique.

En 2021, la croissance de l'économie mondiale atteindrait **5,4%** dans l'hypothèse de la maîtrise de la pandémie au second semestre 2020, et des réponses adéquates à apporter par les gouvernements. L'adoption de mesures post-confinement efficientes permettrait de mieux maîtriser le virus, d'inspirer davantage confiance et de retrouver plus rapidement le sentier de la croissance dont la tendance pourrait être haussière et se situer respectivement à **5,9%** en 2022 et **6,4%** en 2023.

Pour les pays avancés, le FMI table sur une forte contraction de l'activité économique, traduite par une croissance de **-8,8%** en 2020 contre **1,7%** en 2019, due au ralentissement de l'activité économique dans la plupart des économies de la région dont les Etats-Unis, les pays de la zone Euro, le Royaume-Uni, le Japon et le Canada. Entre 2021 et 2023, il est postulé une amélioration de l'activité économique de l'ordre de **5,6%** en moyenne.

Les pays émergents et en développement enregistreraient une récession de l'activité économique de **-3,0%** en 2020 contre **3,7%** en 2019, avant la relance de l'économie à partir de 2021 qui se situerait à **5,9%** pour atteindre **6,6%** en 2023.

Quant à l'Afrique Subsaharienne, la croissance devrait décélérer à **-3,2%** en 2020 après le niveau de **3,1%** en 2019. À partir de 2021, elle connaîtrait une reprise plus rapide avec **3,4%** pour se situer autour de **4,0%** en 2023.

S'agissant de l'inflation mondiale, elle devrait se situer à **0,3%** en **2020** contre **1,4%** en 2019 dans les économies avancées. Pour les pays émergents et en développement, elle se situerait à **4,4%** en 2020 contre **5,1%** en 2019. Toutefois, le mécanisme des stabilisateurs automatiques pourrait maitriser l'inflation et le maintenir à son niveau le plus faible durant la période prévisionnelle.

1.2 Perspectives nationales

Après le choc important enregistré en 2020 de suite de la COVID-19, les perspectives à moyen terme de l'économie congolaise devraient se relever timidement dans un contexte de reprise de l'économie mondiale, de l'amélioration des cours des matières premières et de bonne tenue des produits miniers, d'une bonne coordination des politiques monétaire et budgétaire qui devra permettre la maitrise de l'inflation et l'accroissement des investissements publics.

Ainsi, le tableau 1 ci-dessous renseigne que la RDC devrait connaître un relèvement de la croissance sur les trois prochaines années, après la récession de -1,7% estimée en 2020. Elle serait à 3,2% en 2021, à 4,7% en 2022 et à 6,2% en 2023, soit une moyenne annuelle de 4,7%.

Tableau 1 : Indicateurs macroéconomiques 2021-2023

Cadrage macroéconomique	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Caurage macroeconomique	Réalisé	Réalisé	Estimé	Projection	Projection	Projection
Taux de croissance	5,8%	4,4%	-1,7%	3,2%	4,7%	6,2%
Déflateur PIB	6,3	6,7	7,6	8,7	9,4	10,1
Taux d'inflation moyen	31,0%	5,9%	13,0%	15,1%	8,2%	7,1%
Taux d'inflation fin période	7,2%	4,6%	21,5%	8,8%	7,6%	6,6%
Taux change moyen (FC/USD)	1 613,90	1 647,80	1 852,60	2 067,80	2 133,90	2 190,50
Taux change fin période (FC/USD)	1 635,60	1 673,00	2 032,20	2 013,40	2 164,50	2 216,60
PIB réel en milliards FC	76 689,27	12 660,60	12 450,36	12 842,95	13 448,88	14 286,78
PIB nominal en milliards FC	76 689,27	84 781,99	94 240,63	111 904,00	126 739,69	144 147,27
Pression fiscale	9,2%	8,1%	6,7%	8,1%	8,0%	8,9%

Source : CPCM, Ministère du Plan, août 2020 et Tableaux synthèses PLF 2021, DGPPB

Par ailleurs, il est attendu au cours des trois prochaines années une décélération du rythme de formation des prix intérieurs, grâce aux mesures des politiques économiques préconisées sur le moyen terme par le Gouvernement de la République et la Banque Centrale du Congo. Le taux d'inflation moyen se situerait à **10,1%** en moyenne sur la période 2021-2023, contre **15,4%** au cours des trois dernières années.

En ce qui concerne le comportement de la monnaie nationale par rapport au dollar américain, le Gouvernement intensifiera son objectif de consolidation de sa stabilité qui permettrait d'amenuiser le rythme de dépréciation de la monnaie nationale observée au cours du premier semestre 2020. En effet, entre 2021 et 2023, la dépréciation de la monnaie nationale évoluerait faiblement. La dépréciation du taux de change moyen serait de **11,6%** en 2021, **3,2%** en 2022 et de **2,7%** en 2023, soit une dépréciation moyenne de **5,8%**.

II. POLITIQUE BUDGETAIRE ET STRATEGIES SECTORIELLES 2021-2023

Ce chapitre présente la politique budgétaire envisagée pour la période 2021-2023 et les principales actions des stratégies sectorielles à mettre en œuvre sur la même période. Les actions retenues rentrent dans le cadre du PNSD, du Programme d'actions du Gouvernement et du PMUAIC-19, et ont fait l'objet des discussions lors du Séminaire d'orientation budgétaire 2021.

2.1 Politique budgétaire

2.1.1 En matière des dépenses

Sur la période 2021-2023, le Gouvernement vise la soutenabilité et l'équilibre budgétaire prônés par la LOFIP en ses articles 14 à 16. A ce titre, il entend maintenir l'équilibre des charges courantes par des ressources internes, à l'exclusion du produit des emprunts intérieurs, des dons et legs intérieurs projets, du remboursement des prêts et avances et le cas échéant des subventions affectées à des projets spécifiques.

La gestion sur base caisse sera maintenue pour préserver l'équilibre budgétaire et le non recours au financement monétaire exigés par la LOFIP. Au cours de l'exécution budgétaire, une attention sera mise sur la qualité de la dépense et le respect de la chaine de la dépense. L'exécution de la dépense par la procédure urgente s'effectuera dans le strict respect du manuel des procédures et du circuit de la dépense publique.

Tirant les leçons de la COVID-19, le Gouvernement se penchera prioritairement sur les dépenses sociales, principalement dans les secteurs de la santé et de l'éducation (EPST), sur les dépenses d'investissements porteurs de croissance, notamment dans les secteurs de l'agriculture, du développement rural, de l'industrie, des télécommunications et des infrastructures ainsi que sur les subventions aux ménages.

Les dépenses sociales devront viser principalement l'amélioration des conditions sociales de la population. Elles concerneront notamment la poursuite de la mise en œuvre de la gratuité de l'enseignement primaire ainsi que la couverture de la santé universelle, à travers notamment l'acquisition des équipements médicaux, l'équipement des hôpitaux en médicaments essentiels et l'amélioration des conditions des formations médicales et de leur personnel.

Les dépenses d'investissement devront porter sur les infrastructures de base et communautaires, en vue d'accélérer le processus de l'émergence de notre pays et dans la lutte contre la pauvreté. Les subventions devront concerner principalement les ménages dans le cadre de l'appui à l'amélioration de la production locale particulièrement agricole, dans l'objectif d'une auto-suffisance alimentaire ainsi que les petites industries et moyennes entreprises pour la relance de leurs activités.

En outre, sur la période prévisionnelle un accent sera mis sur les dépenses sécuritaires, l'identification de la population, l'organisation des élections en 2023 et sur la réforme des finances publiques en vue de l'instauration effective du budget-programme d'ici 2023, conformément aux dispositions de la LOFIP telle que modifiée à ce jour.

2.1.2 En matière des recettes

Le financement des politiques publiques retenues au cours de la période 2021-2023 devra passer par la mobilisation accrue des recettes courantes, la promotion du partenariat public-privé, le recours aux dons, aux emprunts et aux appuis budgétaires.

Dans le cadre de mobilisation des recettes, le Gouvernement entend poursuivre la lutte contre la corruption, l'évasion et la fraude fiscales, la promotion de la culture fiscale et l'élargissement de l'assiette fiscale et douanière. Il s'agira spécifiquement de la mise en œuvre de la politique fiscale suivante :

- la rationalisation des exonérations fiscales et douanières et la prohibition de celles dérogatoires;
- l'élargissement de l'assiette fiscale par notamment :

- la retenue et le reversement de l'IPR des engagés locaux des missions diplomatiques (consulaires) et organismes internationaux ainsi que des employés des agences d'exécution;
- la collecte de la TVA sur les marchés publics financés par les Gouvernements
 Central et Provinciaux ;
- o l'imposition de l'exportation des produits miniers artisanaux (Diamant et or) ;
- o l'instauration de la taxe d'agrément des bureaux d'études du secteur des travaux publics et de la taxe d'agrément des entreprises de construction.
- l'informatisation du système fiscal en matière de déclaration et de perception des impôts ;
- l'affectation des ordonnateurs aux postes des polices ;
- l'actualisation des taux à percevoir sur les recettes non fiscales par la signature des arrêtés interministériels et l'activation des actes générateurs en vigueur dans les lois de finances ;

En matière d'emprunt, le Gouvernement poursuivra sur la période une politique d'endettement prudente, en vue de garantir la soutenabilité de la dette. A cet effet, il entend poursuivre la politique de lever des fonds sur le marché financier local par adjudication dans le cadre des bons du trésor.

Il devra également recourir aux dons et aux emprunts auprès des partenaires multilatéraux, notamment la Banque mondiale et la BAD ainsi que des partenaires bilatéraux. A partir de 2021, le Gouvernement s'attend à des appuis budgétaires dans le cadre d'un programme formel avec le FMI.

2.2 Principales actions des stratégies sectorielles

Les actions des stratégies présentées dans le cadre de ce document sont celles des secteurs qui boostent la croissance et contribuent à la création d'emplois (secteurs productifs et des infrastructures), qui touchent les questions sociales de la population et le capital humain (secteurs sociaux) ainsi que ceux qui exercent les missions régaliennes de l'Etat (secteurs de gouvernance).

2.2.1. Secteurs productifs et des infrastructures

2.2.1.1. Agriculture, Pèche et Elevage

L'objectif du Gouvernement dans ce secteur consiste à assurer la sécurité alimentaire de la population tout en approfondissant les chaines de valeur pour plus d'emplois. Les actions à mener s'articulent autour des principaux objectifs spécifiques suivants :

(i) Restaurer la sécurité alimentaire, réduire la pauvreté et la précarité, (ii) Accroitre la production végétale, animale et halieutique et (iii) Renforcer la contribution de l'agriculture à la croissance économique et la création d'emplois.

L'atteinte de ces objectifs passera par la mise en œuvre des principales actions suivantes :

- le développement de l'agroforesterie, des cultures pérennes et des variétés améliorées, de l'agriculture vivrière mécanisée ainsi que des filières végétales, animales et halieutiques ;
- la relance et la création des parcs agro industriels ;
- la construction et l'amélioration des infrastructures de commercialisation et la transformation des produits vivriers ;
- l'acquisition et la distribution des intrants agricoles ;
- l'appui au programme volontariste agricole ;
- la mise en place des infrastructures physiques communautaires pour la transformation et la commercialisation des produits halieutiques ;
- l'appui à l'amélioration de la production des poissons par les organismes paysans ;
- l'amélioration de la santé animale et la lutte contre les maladies animales (endémies, épizooties et zoonoses).

2.2.1.2. Développement rural

Pour la période de 2021 à 2023, la stratégie du développement rural vise à redynamiser le rôle productif du monde rural axé sur l'accompagnement et le renforcement de petits exploitants.

Ainsi, les principales actions à mener sont les suivantes :

- la conception d'un modèle d'habitat-type et la modernisation de l'habitat en milieu rural ;
- l'aménagement des infrastructures d'hydraulique rurale ;
- la construction et la réhabilitation des routes et des pistes rurales ;
- la promotion d'investissements et l'amélioration des conditions d'accès au crédit et financement des activités de production en milieu rural ;
- l'appui à l'entrepreneuriat rural et d'incubateur d'entreprises ;
- l'électrification rurale des territoires par le système solaire photovoltaïque ;
- l'accompagnement et la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes en milieu rural ;
- la contribution aux activités de sensibilisation pour la prévention de la maladie à COVID-19 ainsi qu'à l'amélioration de la prestation des services de soins de santé à travers l'installation des points d'eau potable;
- le lancement des activités de mise en œuvre du système de cantonnage manuel dans les différents territoires de la république.

2.2.1.3. Industrie et PME

La vision du Gouvernement dans le secteur de l'industrie consiste à promouvoir l'éclosion d'une économie diversifiée et compétitive, en dotant le pays d'un tissu industriel et commercial dynamique, compétitif et responsable en matière d'environnement et de développement durable.

Ainsi, les principales actions à mener au cours de la période 2021-2023 devront viser :

- la diversification de l'économie et le développement du commerce, de l'industrie, des PME et des PMI, notamment par la promotion de l'entrepreneuriat des acteurs nationaux dans la vie économique;
- l'amélioration de la gouvernance et l'assainissement du climat des affaires notamment par la création des marchés financiers et des institutions de rachat de créances pour les industries locales ;

- l'aménagement des espaces industriels et l'implantation des Zones Economiques Spéciales (ZES) ;
- le développement des infrastructures de soutien à l'industrialisation du pays ;
- la valorisation de la production locale ;
- l'élargissement de la chaine de transformation locale de la matière première ;
- la promotion de la compétitivité et de l'attractivité;
- l'accroissement des exportations et l'accès aux marchés internationaux.

2.2.1.4. Infrastructures et Travaux Publics

Au cours de la période 2021-2023, le Gouvernement entend poursuivre la modernisation des infrastructures. A cet effet, il mettra en œuvre une politique cohérente des investissements continus en infrastructures de base et communautaires, en vue de désenclaver le pays et promouvoir la circulation des personnes et de leurs biens ainsi que la création des richesses.

Pour la période en perspective, les principales actions suivantes seront mises en œuvre :

- l'entretien, la réhabilitation et la construction du réseau routier d'intérêt national pour favoriser la liaison des centres de production agricole aux centres de consommation;
- le bitumage des voiries urbaines et la construction des stations de pesage et de péage ;
- l'aménagement, la construction, la réhabilitation et l'entretien des bâtiments et édifices publics.

2.2.1.5. Transports

Dans le secteur des transports, le Gouvernement entend poursuivre l'objectif de développer un système de transport intégré et multimodal, capable de relier tous les pôles économiques du pays. Dans ce cadre, les principales actions à mener sont les suivantes :

1) Secteur routier

- la production des permis de conduire biométriques ;
- la poursuite de l'acquisition des bus Transco pour desservir la ville de Kinshasa et son déploiement en Provinces.

2) Secteur ferroviaire

- la relance du trafic ferroviaire urbain à Kinshasa;
- la construction des équipements de sécurité de trains, signalisation et applications télématiques pour le transport de marchandises ;
- la réhabilitation et la modernisation des gares ;
- la réhabilitation des réseaux ferroviaires de la SNCC et de la SCTP.

3) Secteur aérien

- la réhabilitation et la construction d'aéroports et d'aérodromes.
- l'acquisition des aéronefs pour Congo Airways;
- l'installation des stations météorologiques pour METTELSAT.

4) Secteur fluvial, lacustre et maritime

- la création des chantiers navals et la construction de ports dont celui en eaux profondes de Banana ;
- le dragage et le balisage des biefs navigables.

2.2.1.6. Energie

La politique du Gouvernement dans le secteur de l'Energie vise l'accessibilité de toutes les couches sociales et des communautés nationales de base à une énergie électrique fiable et à l'eau potable.

Dans le sous-secteur de l'électricité, il vise spécifiquement le relèvement du taux de desserte en électricité à **50%** et celui de desserte en eau potable à **38,7%** en 2023. Ainsi, les principales actions suivantes sont envisagées au cours de la période 2021-2023 :

- la rénovation et l'expansion du réseau de distribution ;
- l'amélioration de la productivité d'Inga I et II dans le cadre du projet PMEDE ;
- la construction de nouvelles centrales hydroélectriques ;
- le développement des marchés d'électricité pour la consommation domestique et l'exportation ;
- la construction des nouvelles lignes de transport d'Inga à la frontière avec la Zambie ;
- l'intensification d'investissements dans les énergies renouvelables ;
- l'électrification des poches noires par la mise en place des cabines, notamment à N'sele et Malueka;
- l'accélération des travaux pour les réseaux de transport et de distribution de l'électricité des centrales hydro-électriques de Kakobola et Katende ;
- la construction d'une centrale solaire photovoltaïque à MENKAO et à Mbandaka.

Dans le sous-secteur d'eau, les principales actions suivantes sont envisagées :

- la poursuite de la réforme institutionnelle du secteur d'eau ;
- la normalisation du secteur ;
- la réhabilitation et la création de nouveaux centres de production de l'eau potable dans tous les chefs-lieux de provinces et autres villes secondaires ;
- la redynamisation du SNHR.

2.2.1.7. Mines

Le secteur des mines demeure stratégique pour la croissance économique en RDC, en dépit de la stratégie de diversification de l'économie congolaise. Le Gouvernement vise comme objectif la relance de la production minière pour soutenir durablement la croissance économique, accroître les recettes à court terme et améliorer les conditions sociales et environnementales dans les zones d'exploitation.

Pour la période 2021-2023, les principales actions à mener sont les suivantes :

- la création de l'Inspection Générale de Mines ;
- la vulgarisation du nouveau code minier ;
- la promotion de l'industrie métallurgique et sidérurgique ;

- la création des comptoirs de vente des minerais aux postes frontaliers en vue de lutter contre la commercialisation illicite des minerais congolais;
- le renforcement des mécanismes de traçabilité et des systèmes de certification des substances minérales;
- la rationalisation de l'industrie minière, partant de l'exploitation à la transformation, conformément au nouveau code minier afin de servir de support à l'industrialisation des autres secteurs de l'économie nationale;
- l'informatisation des services des Mines et leur interconnexion avec les Administrations financières ;
- la relance du centre de retraitement des minerais.

2.2.1.8. Télécommunications

L'objectif du Gouvernement dans le secteur de télécommunications est de faire du numérique un facteur déterminant de croissance économique, un levier de progrès social.

Pour la période 2021-2023, l'atteinte de ces objectifs passera par la mise en œuvre des principales actions suivantes :

- la mise en œuvre du Plan National du Numérique ;
- l'interconnexion de toutes les provinces en fibre optique ;
- la construction des backbones à fibre optique ;
- l'amélioration des infrastructures TIC et la gestion des spectres de fréquences ;
- l'adaptation du cadre légal et réglementaire de Postes aux standards internationaux et à l'évolution technologique ;
- l'adressage et le codage du territoire national ;
- le renforcement de la poste dans son rôle de service postal universel.

2.2.1.9. Environnement et Développement durable

Dans le domaine de l'environnement, le Gouvernement entend faire jouer le pays de tout son rôle dans les enjeux mondiaux relatifs à la lutte contre le changement climatique. Il entend également mettre en place des politiques innovantes destinées à préserver, en faveur des générations futures, les forêts, les cours d'eau, la faune et la flore.

Les principales actions à mener au cours de la période 2021-2023 devant permettre l'atteinte de ces objectifs sont :

- la mise en place d'un système de traitement des eaux usées ;
- la lutte contre toute forme de pollution, y compris les pollutions acoustiques ;
- l'organisation des campagnes de lutte contre les feux de brousse ;
- le renforcement du mécanisme de surveillance des risques sanitaires potentiels liés aux épidémies dues aux maladies sensibles, à la contamination de l'air et des eaux douces;
- la réduction des risques des catastrophes et des impacts des risques associés au climat ;
- la lutte contre les érosions côtières ;
- la consolidation des actions d'atténuation et d'adaptation au changement climatique, notamment REDD+;
- la protection des communautés locales en veillant à la bonne gestion des concessions forestières ainsi qu'au cadastre y relatif ;
- la protection des espèces animales et végétales en voie de disparition et celles qui migrent dans les pays voisins ;
- l'aménagement des forêts de production permanente ;
- la conservation des écosystèmes aquatiques.

2.2.1.10. Tourisme

La vision du Gouvernement dans le secteur du Tourisme consiste à rendre ce secteur porteur de croissance et de diversification de l'économie. Pour la période 2021-2023, les principales actions à mener sont les suivantes :

- la promotion des écoles de tourisme et d'hôtelleries et des agences de tourisme ;
- la valorisation et vulgarisation des produits touristiques ;
- l'aménagement et facilitation d'accès aux sites touristiques ;
- le renforcement des infrastructures d'accueil selon les standards internationaux ;
- la numérisation des outils de contrôle du secteur du tourisme ;
- la création des pôles de développement incitatifs à travers le Partenariat Public Privé ;
- le développement de l'agroforesterie dans les sites touristiques et autour des parcs.

2.2.2. Secteurs sociaux

2.2.2.1. Santé

Dans le secteur de la Santé, le Gouvernement ambitionne d'atteindre la couverture universelle des soins de santé primaire pour tous. Les actions à mener au cours de la période 2021-2023 devront s'inscrire dans cet objectif. Il s'agit principalement de (du) :

- la poursuite de lutte contre les épidémies, les grandes endémies et l'amélioration de la santé de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent ;
- l'intensification de l'approche multisectorielle et le renforcement de la surveillance épidémiologique et de la sécurité sanitaire ;
- la mise en place des mécanismes de réduction des barrières d'accès aux soins de santé ;
- renforcement de la vaccination de routine pour éviter la survenue et l'expansion des épidémies ;
- renforcement de la chaîne d'approvisionnement en médicaments essentiels de qualité par l'amélioration du système de gestion logistique, la construction, la réhabilitation et le fonctionnement des centres de distribution régionale (CDR) et dépôts relais à travers le pays;

- la construction, la réhabilitation et l'équipement des infrastructures sanitaires de référence.

2.2.2.2. Enseignement Primaire, Secondaire et Technique (EPST)

Le Gouvernement entend construire, dans le cadre de la politique de la gratuité, un système éducatif inclusif et de qualité contribuant efficacement au développement national, à la promotion de la paix et d'une citoyenneté responsable.

Ainsi, les objectifs poursuivis dans ce secteur pour la période 2021-2023 sont : (i) accroître l'accès, l'équité et la rétention, (ii) améliorer la qualité et la pertinence et (iii) renforcer la gouvernance du système éducatif.

Pour ce faire, les principales actions à mener sont :

- la poursuite de la mise en œuvre de la gratuité de l'enseignement primaire, notamment par la construction et la réhabilitation des écoles et l'amélioration des conditions sociales du personnel enseignant;
- la construction de nouvelles écoles dans les zones non couvertes (milieu rural et zones périurbaines) ;
- la mise en place des systèmes de suivi et d'assurance qualité notamment par la promotion d'un environnement éducatif propice à l'apprentissage ainsi que par la construction de latrines et des points d'eau ;
- la distribution des kits scolaires ;
- le recrutement et la mécanisation des enseignants qualifiés;
- la prise en charge de l'éducation des enfants dans les zones en conflits, des personnes vulnérables et des déplacés internes.

2.2.2.3. Enseignement Supérieur et Universitaire (ESU)

Dans le secteur de l'ESU, le Gouvernement entend :

- développer et favoriser l'accès et l'équité des formations scientifiques, technologiques et professionnelles, notamment par la création des écoles doctorales ;

- assurer la formation qualité pour s'ouvrir à l'international, notamment par la mise en œuvre effective du système Licence-Master-Doctorat ;
- intensifier les actions de lutte contre le VIH/Sida, les violences sexuelles et les infections sexuellement transmissibles dans tous les établissements de l'ESU.

2.2.2.4. Formation Professionnelle, Métiers et Artisanat (FPMA)

Dans le contexte d'une pauvreté généralisée, le secteur de FPMA devra jouer un rôle important dans le processus d'éradication de celle-ci. Ainsi, l'objectif du Gouvernement consistera à convertir toute la jeunesse sans qualification en des personnes valables, utiles à la société et en une main d'œuvre qualifiée.

A cet effet, pour les trois prochaines années, il est envisagé les principales actions ciaprès :

- la promotion de l'enseignement et de la formation technique et professionnelle ainsi que l'esprit d'entreprise ;
- la construction et la réhabilitation des écoles techniques et professionnelles ainsi que des centres de formation professionnelle dans les 30 provinces éducationnelles;
- la mise en œuvre de la politique de rétention des apprenants (l'incitation des filles et des personnes vivant avec handicap à l'ETP) ;
- la dotation des écoles et des centres de formation professionnelle en équipements et matériels adéquats dans les 30 provinces éducationnelles ;
- la promotion et la facilitation de la politique des microcrédits en faveur notamment des artisans et des jeunes ;
- la conversion de la jeunesse sans qualification en une main-d'œuvre formée.

2.2.2.5. Affaires sociales

Dans le secteur des Affaires sociales, l'action du Gouvernement vise à atteindre les objectifs suivants :

- renforcer les capacités institutionnelles ;
- améliorer la protection sociale des groupes vulnérables ;

- renforcer la solidarité nationale.

A cet effet, les principales actions à mener sont les suivantes :

- la construction, la réhabilitation et l'équipement des infrastructures sociales de prise en charge des personnes vulnérables, notamment les centres de rattrapage scolaire, d'apprentissage professionnel et d'alphabétisation ainsi que les centres d'action sociale en faveur des enfants abandonnés;
- la mise en place des mécanismes fonctionnels de protection sociale des personnes pauvres et vulnérables ;
- la promotion des mécanismes de la cohésion nationale.

2.2.2.6. Genre

Dans ce secteur, le Gouvernement vise principalement l'autonomisation de la femme et la promotion des droits de l'enfant. A cet effet, il prévoit les principales actions suivantes :

- la promotion de la prévention des violences faites aux femmes et aux filles ;
- le renforcement des capacités d'autonomisation de la femme ;
- la promotion du genre et de la protection des droits de l'enfant ;
- la lutte contre les violences faites à l'enfant.

2.2.2.7. Sports

La politique du Gouvernement dans le secteur des sports vise à donner l'accès à la pratique des activités physiques et sportives à la plus grande frange de la population pour avoir des citoyens sains d'esprit et de corps et promouvoir la culture de spectacles et loisirs sur toute l'étendue de la République.

Ainsi, pour la période de 2021-2023, le Gouvernement entend mener les principales actions ci-après :

- la réhabilitation, la construction et l'équipement des infrastructures sportives ;
- la promotion des disciplines sportives autres que le football en milieux scolaire, universitaire et socioprofessionnel ;
- la promotion de la lutte contre les antivaleurs en milieux sportifs ;

- la création des centres et des espaces de spectacles et de loisirs.

2.2.2.8. Culture et Arts

La politique du Gouvernement vise l'intensification de la culture pour contribuer davantage à la création de richesses.

De ce point de vue, il envisage les principales actions ci-après :

- la promotion de la création des centres culturels publics et privés ;
- l'installation des maisons de production musicale, théâtrale et cinématographique ;
- l'identification du patrimoine culturel matériel et immatériel de la RDC ;
- la construction d'une bibliothèque nationale et des musées dans chaque province ;
- la mise en place des services d'archives nationales ;
- la mise en place d'une politique d'encadrement des jeunes talents ;
- la protection des droits d'auteurs et des créations.

2.2.3. Secteurs de gouvernance

2.2.3.1. Défense nationale

Le Gouvernement de la République entend moderniser l'armée et mettre en œuvre une politique de défense et de sécurité s'appuyant sur six fonctions stratégiques, à savoir : connaître, prévenir, anticiper, dissuader, protéger et intervenir, dans le but d'atteindre l'objectif de sécurisation de l'ensemble du pays et le retour à l'ordre public.

Pour ce faire, à l'horizon 2021-2023, le Gouvernement entend mener les actions suivantes :

- le renforcement des capacités des forces armées par l'équipement d'unités et l'entrainement de cadres et troupes ;
- le renforcement des capacités des zones des défenses, particulièrement les capacités opérationnelles des états-majors des zones de défense et des secteurs opérationnels ;
- l'acquisition de matériels, d'équipements et d'infrastructures ;

- l'organisation de formations en renforcement des capacités du personnel ;
- la restauration de la sécurité dans le Nord-Est du Pays ;
- le renforcement des mécanismes de sécurisation des frontières ;
- l'amélioration des conditions de vie des militaires.

2.2.3.2. Sécurité intérieure

Dans le domaine de la sécurité intérieure, le Gouvernement vise globalement à renforcer la gestion du territoire national, promouvoir la démocratie, maintenir l'ordre public, faire de la Police nationale une police professionnelle et redorer le blason des services de renseignement. A cet effet, les actions suivantes seront menées pour la période 2021-2023 :

a) Au niveau de la Police nationale

- l'accélération de la réforme de la Police nationale congolaise ;
- l'acquisition d'équipements pour le renforcement de la sécurité des frontières entre les provinces ;
- l'éradication des germes d'insécurité à travers le territoire national ;
- l'éradication du banditisme urbain sous toutes ses formes ;
- la formation, le recyclage et la moralisation des éléments de la Police nationale ainsi que la mise à leur disposition des équipements modernes de travail ;
- l'amélioration des conditions de vie des policiers ;
- la construction des commissariats et la poursuite de la mise en place d'une police de proximité à travers le territoire national.

b) Au niveau de la Direction Générale de Migration (DGM)

- le déploiement du personnel de la DGM dans toutes les représentations diplomatiques de la RDC ;
- l'identification et le contrôle de séjour des étrangers ainsi que le rapatriement des clandestins et irréguliers ;
- l'informatisation de la gestion des flux migratoires ;

- le déploiement du personnel de la DGM dans les représentations diplomatiques de la RDC et de l'uniformisation des visas dans toutes les missions diplomatiques ;
- le renforcement des moyens logistiques et la sécurisation de l'outil de travail par la bio métrisation des visas en lieu et place du cachet humide et par des laissezpasser individuels sécurisés;
- la construction des antennes dans les nouvelles provinces démembrées.

c) Pour l'Agence Nationale de Renseignement (ANR)

- l'acquisition d'équipements médicaux, de communication, d'outils informatiques et de matériels de transport ;
- la maintenance d'équipements de communication.

d) Concernant le Conseil National de Sécurité (CNS)

- la poursuite du recueil d'informations sur les terroristes ADF, leurs alliances avec les terroristes de la Province islamique de l'Afrique centrale (MTM), ou tout autre groupe armé local ;
- la coopération avec les pays voisins et autres pays concernés par les menaces terroristes ADF ;
- la prise en charge des réseaux criminels et mafieux ;
- le lobbying auprès des pays voisins et autres partenaires ;
- l'évaluation des foyers de tensions.

2.2.3.3. Justice et Pouvoir judiciaire

Le Gouvernement de la République inscrit dans ses priorités celle de garantir l'équité et l'indépendance de la justice, en vue de promouvoir l'Etat de droit.

A cet effet, pour la période 2021-2023, il entend mener les principales actions suivantes en phase avec le PNSD et le Plan National de la Réforme de la Justice :

- l'installation d'une commission de facilitation de l'exécution des décisions de justice dans 10 parquets ;
- la protection, l'assistance et la garantie des droits des victimes des crimes internationaux ;

- la diffusion des pratiques en matière de résolution alternative de conflits ;
- la lutte contre la corruption, notamment par le renforcement les mécanismes de vérification, de contrôle et de surveillance dans les secteurs enclins à la corruption ;
- la construction des palais de justice dans les chefs-lieux des provinces ;
- la construction des tribunaux pour enfants dans les chefs-lieux des provinces ;
- la construction de l'établissement de garde et éducation de l'Etat ;
- la construction des prisons centrales à Matadi, Kisangani, Bukavu, Kindu et Goma;
- la construction des prisons dans les territoires et les chefs-lieux des provinces ;
- la réhabilitation des centres pénitentiaires, notamment la prison centrale de Kananga.

2.2.3.4. Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI)

Le Gouvernement entend parachever le processus électoral amorcé en décembre 2018 en octroyant des moyens nécessaires à la Commission Electorale Nationale Indépendante, en vue d'organiser les élections urbaines, municipales et locales.

Il entend également doter les moyens nécessaires à la CENI pour la préparation et l'organisation en 2023 des élections présidentielles et législatives.

III. PROGRAMMATION BUDGETAIRE 2021-2023

Ce point décline l'évolution des finances publiques sur la période 2021-2023 qui résulte de l'application des indicateurs macroéconomiques 2021-2023 et de la prise en compte des politiques budgétaire et sectorielles sus-relevées.

3.1 REVUE BUDGETAIRE 2017-2019

3.1.1. Exécution des dépenses

La revue des dépenses publiques du budget général au cours de la période 2017-2019 renseigne un taux d'exécution faible en 2017 de **52,1%**, qui s'est amélioré par la suite pour atteindre **88,8%** en 2018 et **75,3%** en 2019. Il s'est observé par ailleurs au cours de la période une forte pression sur les dépenses de fonctionnement, au détriment des investissements comme l'indique le tableau ciaprès.

Tableau 2 : Dépenses exécutées de 2017-2019

		2017				2018				2019		
	Crédits votés	Payés	Taux Exe (%)	Struct (%)	Crédits votés	Payés	Taux Exe (%)	Struct (%)	Crédits votés	Payés	Taux Exe (%)	Struct (%)
Budget général	10 223 312 584 133	5 329 984 929 071	52,1	95,0	8 927 875 827 540	7 930 226 816 811	88,8	93,9	9 604 890 657 737	7 229 094 673 212	75,3	90,3
Bourse d'Études	1 000 000 000		-	-	2 000 000 000		-	-	5 000 000 000	86 177 582	1,7	0,0
Charges Communes	68 940 880 450	43 230 904 776	62,7	0,8	100 000 000 000	118 164 045 919	118,2	1,5	116 369 580 722	107 228 878 275	92,1	1,5
Contrepartie des Projets	36 000 000 000	1 495 022 112	4,2	0,0	60 000 000 000	6 354 470 020	10,6	0,1	65 000 000 000	6 718 378 339	10,3	0,1
Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Extérieures	58 090 000 000		/ -		72 536 000 000			-				0,0
Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	1 144 860 625 639	295 811 717 242	25,8	5,5	905 000 000 000	641 096 814 739	70,8	8,1	410 000 000 000	37 460 701 346	9,1	0,5
Dette Publique	214 233 265 055	165 865 796 235	77,4	3,1	388 547 360 000	202 067 762 030	52,0	2,5	352 996 408 000	231 256 275 400	65,5	3,2
Financement des Réformes	5 000 000 000	2 127 253 181	42,5	0,0	20 000 000 000	2 817 425 590	14,1	0,0	23 000 000 000	2 281 640 706	9,9	0,0
Fonctionnement des Institutions	271 744 321 924	429 890 740 494	158,2	8,1	332 930 828 318	842 524 909 084	253,1	10,6	370 000 000 000	500 968 443 667	135,4	6,9
Fonctionnement des Ministères	501 494 000 000	544 655 025 012	108,6	10,2	600 000 000 000	1 120 913 565 947	186,8	14,1	667 226 019 853	704 179 908 801	105,5	9,7
Frais Financiers	122 516 237 035	89 882 385 329	73,4	1,7	151 264 608 600	269 033 944 526	177,9	3,4	255 487 462 000	139 309 849 758	54,5	1,9
Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Sci	94 409 912 951	54 214 723 227	57,4	1,0	253 000 000 000	171 716 369 066	67,9	2,2	266 125 000 000	111 747 628 361	42,0	1,5
Investissements sur Ressources Extérieures	3 783 050 501 243	1 038 399 663 701	27,4	19,5	1 443 270 744 544	755 401 482 814	52,3	9,5	1 161 014 129 001	430 257 760 037	37,1	6,0
Investissements sur Ressources Propres	170 649 999 999	27 140 085 572	15,9	0,5	462 257 525 802	115 394 313 935	25,0	1,5	602 282 625 439	325 924 756 356	54,1	4,5
Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	439 356 189 672	29 561 620 215	6,7	0,6	654 880 657 686	37 964 087 489	5,8	0,5	786 404 144 096	29 736 842 820	3,8	0,4
Rémunérations	2 503 602 334 785	2 163 829 810 868	86,4	40,6	2 590 000 000 000	2 704 001 892 552	104,4	34,1	3 565 373 073 267	3 616 181 748 879	101,4	50,0
Rétrocession aux Régies Financières	296 702 341 444	186 084 189 407	62,7	3,5	324 494 775 903	427 085 993 917	131,6	5,4	394 701 654 744	370 820 554 692	93,9	5,1
Subventions aux Organismes Auxiliaires	38 000 000 000	10 824 364 621	28,5	0,2	40 000 000 000	13 034 181 020	32,6	0,2	42 000 000 000	13 655 845 012	32,5	0,2
Subventions aux Services Déconcentrés	13 000 000 000	2 332 280 348	17,9	0,0	14 500 000 000	3 625 000 003	25,0	0,0	17 500 000 000		0,0	0,0
Subventions aux Services Ex-BPO	20 000 000 000	12 053 953 990	60,3	0,2	22 000 000 000	8 569 826 288	39,0	0,1	23 000 000 000	6 192 439 769	26,9	0,1
Transfert aux Provinces et ETD (Fonctionnement)	240 000 000 000	134 712 392 741	56,1	2,5	240 000 000 000	249 039 406 865	103,8	3,1	253 440 000 000	151 178 113 871	59,7	2,1
TVA Remboursable	200 661 973 936	97 873 000 000	48,8	1,8	251 193 326 687	241 421 325 006	96,1	3,0	227 970 560 616	443 908 729 542	194,7	6,1
Budgets annexes	878 517 953 794	53 750 056 812	6,1	1,0	917 172 743 761	140 750 000 000	15,3	1,7	169 661 903 345	268 115 760 000	158,0	3,3
Comptes spéciaux	422 704 408 663	229 719 081 103	54,3	4,1	509 390 972 448	374 909 378 203	73,6	4,4	577 767 218 971	507 478 785 443	87,8	6,3
Total général	11 524 534 946 590	5 613 454 066 986	48,7	-	10 354 439 543 749	8 445 886 195 013	81,6	-	10 352 319 780 053	8 004 689 218 655	77,3	

Sources: Rapports d'exécution des budgets 2017 à 2019, ESB, DGPPB, Ministère du Budget.

En 2017, les dépenses de fonctionnement des institutions ont atteint plus de **150%**. Cette disparité s'est accrue en 2018, avec un niveau d'exécution de **253%** pour le fonctionnement des institutions et de **186,8%** pour le fonctionnement des ministères. Pour la même année, une forte pression a été aussi observée sur les dépenses centralisées et celles de rémunération.

Par ailleurs, il convient de relever que l'exécution des dépenses d'investissement du Gouvernement central s'est améliorée entre 2017 et 2019, passant de **15,9%** en 2017 à **54,1%** en 2019, traduisant ainsi la volonté du gouvernement de booster le développement.

Pour ce qui est des dépenses sur financement extérieur, leur exécution a évolué en dents de scie au cours de la période sous analyse, passant de **27,4%** en 2017 pour se situer à **37,1%** en 2019, avec un pic de **52,3%** en 2018.

L'exécution des dépenses des budgets annexes s'est améliorée au cours de la période sous revue. Elle était de **6,1%** en 2017, de **15,3%** en 2018 et a atteint **158,0%** en 2019. Cette tendance a été observée également pour les Comptes spéciaux dont l'exécution partait de **54,1%** en 2017 pour atteindre **87,8%** en 2019, en passant par **73,6%** en 2018.

3.1.2 Réalisation des recettes

Comme en dépenses, le recouvrement des recettes du budget général a été faible en 2017 avec un niveau de **53%**, mais qui s'est amélioré en 2018 et 2019 avec un niveau respectivement de **87,8%** en 2018 et **85,4%** en 2019. Les recettes courantes ont été recouvrées au-dessus de **70%** sur la période considérée, tout en accusant une contre-performance en 2017 et 2019, due principalement par le faible recouvrement des recettes de douanes et accises comme l'indique le tableau ci-dessous.

Tableau 3 : Recettes recouvrées de 2017-2019

Nature des recettes		2017			2018			2019	
nature des recettes	Prévision	Réalisation	Taux Exe (%)	Prévision	Réalisation	Taux Exe (%)	Prévision	Réalisation	Taux Exe (%)
Budget général	10 223 312 584 133	5 416 032 629 912	53,0	8 927 875 827 540	7 841 986 482 814	87,8	9 604 890 657 737	8 204 694 000 000	85,4
Recettes courantes	6 376 037 778 890	4 550 153 000 000	71,4	6 603 167 782 995	7 086 585 000 000	107,3	8 293 876 528 736	7 019 194 000 000	84,6
Impôts	2 707 192 872 514	2 199 870 000 000	81,3	2 700 881 026 119	3 664 254 000 000	135,7	4 011 414 092 153	3 602 383 000 000	89,8
Douanes et accises	2 529 375 757 440	1 387 657 000 000	54,9	2 550 320 027 400	1 829 139 000 000	71,7	2 645 403 760 146	2 009 375 000 000	76,0
Non fiscales	886 657 281 836	759 517 000 000	85,7	1 079 289 211 978	1 362 055 000 000	126,2	1 207 596 113 491	1 128 585 000 000	93,5
Pétroliers	252 811 867 100	203 109 000 000	80,3	272 677 517 498	231 137 000 000	84,8	429 462 562 946	278 851 000 000	64,9
Recettes exceptionnelles	•	-		75 000 000 000	-	-	150 000 000 000	110 672 000 000	73,8
Recettes extérieures	3 847 274 805 243	865 879 629 912	22,5	2 249 708 044 544	755 401 482 814	33,6	1 161 014 129 001	1 074 828 000 000	92,6
Appui Budgétaires	6 134 304 000		-	733 901 300 000		-			
Financement des Investissements	3 841 140 501 243	865 879 629 912	22,5	1 515 806 744 544	755 401 482 814	49,8	1 161 014 129 001	1 074 828 000 000	92,6
Budgets annexes	878 517 953 794	53 750 056 812	6,1	917 172 743 761	140 750 000 000	15,3	169 661 903 345	268 115 760 000	158,0
Comptes spéciaux	422 704 408 663	277 744 943 137	65,7	509 390 972 448	374 909 378 203	73,6	577 767 218 971	507 478 785 443	87,8
Total	11 524 534 946 590	5 747 527 629 861	49,9	10 354 439 543 749	8 357 645 861 017	80,7	10 352 319 780 053	8 980 288 545 443	86,7

Source: Rapports d'exécution des budgets, ESB.

Au cours de la période 2017-2019, les engagements des partenaires multi et bilatéraux ont été très faibles en 2017 et 2018 avec un niveau de décaissement ne dépassant pas **35,0%**, contrairement en 2019 où il a atteint **92,6%**. Le succès enregistré en 2019 se justifie par la prise en compte dans la budgétisation du risque de non décaissement des bailleurs observé dans le passé.

Les recettes des budgets annexes ont accusé un taux de réalisation respectivement de **6,1%** en 2017, **15,3%** en 2018 et **158,0%** en 2019, alors que celles des comptes spéciaux ont enregistré un niveau de réalisation de **65,7%** en 2017, **73,6%** en 2018 et **87,8%** en 2019.

3.2 EVOLUTION PREVISIONNELLE DES DEPENSES

Comme le montre le tableau 4 ci-après, de 2021 à 2023, les dépenses totales s'élèveraient à **58.949,9 milliards de FC**, dont **50.043,6 milliards de FC** pour le Pouvoir central, **8.569,4 milliards de FC** pour les Provinces et **336,6 milliards de FC** pour les Entités Territoriales Décentralisées (ETD).

Pour l'exercice 2021, les dépenses du pouvoir central s'élèveraient à **14.235,2** milliards de FC, celles des Provinces à **2.712,2** milliards de FC et celles des ETD à **106,5** milliards de FC.

Tableau 4 : Dépenses par niveau de gouvernance de 2021-2023

Niveau de gouv.	2020	2021	2022	2023	Total (2021-2023)	Moyenne (2021-2023)
Pouvoir central	18 545 226 830 991	14 235 222 687 595	16 862 626 207 054	18 945 781 833 888	50 043 630 728 536	16 681 210 242 846
Provinces	2 629 277 569 903	2 712 184 362 496	2 840 146 531 921	3 017 094 412 590	8 569 425 307 007	2 856 475 102 336
ETD	103 276 087 381	106 532 605 162	111 558 864 976	118 509 247 467	336 600 717 606	112 200 239 202
Total	21 277 780 488 276	17 053 939 655 253	19 814 331 603 950	22 081 385 493 946	58 949 656 753 149	19 649 885 584 383

Source : Projections budgétaires 2021-2023, DGPPB, Ministère du Budget, Octobre 2020

3.2.1 Evolution des dépenses du Pouvoir central

Pour la période 2021-2023, les dépenses totales cumulées du Pouvoir central pourront se situer à **50.043,6 milliards de FC**, dont **46.724,8 milliards de FC** du budget général, comme le montre le tableau 5 ci-après.

Tableau 5 : Evolution des dépenses du Pouvoir central de 2021 à 2023

	Dotations 2020			Projectio	ons				
Titre		2021	Tx. accr. (%)	2022	Tx. accr. (%)	2023	Tx. accr. (%)	Total (2021-2023)	
BUDGET GENERAL	17 225 248 047 289	13 202 250 552 737	- 23,4	15 753 062 681 935	19,3	17 769 505 384 673	12,8	46 724 818 619 345	
Dépenses courantes	10 816 451 186 333	9 094 332 644 598	- 15,9	9 898 461 512 491	8,8	10 660 001 045 071	7,7	29 652 795 202 160	
Dette publique	626 035 049 903	645 048 605 813	3,0	905 740 978 703	40,4	847 456 052 647	- 6,4	2 398 245 637 163	
Frais financiers	179 472 865 244	269 665 507 725	50,3	264 371 386 458	- 2,0	250 511 153 618	- 5,2	784 548 047 801	
Dépenses de personnel	5 198 974 650 070	5 233 153 511 938	0,7	5 405 155 771 926	3,3	5 801 025 509 941	7,3	16 439 334 793 804	
Biens et Matériels	301 091 052 088	222 375 168 804	- 26,1	232 862 497 286	4,7	247 370 384 439	6,2	702 608 050 529	
Dépenses de prestations	943 452 887 635	547 264 592 700	- 42,0	573 045 865 671	4,7	608 747 985 374	6,2	1 729 058 443 745	
Transferts et Interventions de l'Etat	3 567 424 681 393	2 176 825 257 619	- 39,0	2 517 285 012 447	15,6	2 904 889 959 052	15,4	7 599 000 229 117	
Depenses en capital	6 408 796 860 956	4 107 917 908 139	- 35,9	5 854 601 169 444	42,5	7 109 504 339 602	21,4	17 072 023 417 184	
Equipements	3 244 345 411 254	2 951 600 126 421	- 9,0	4 232 647 352 134	43,4	4 955 964 555 257	17,1	12 140 212 033 813	
Construction, Rehabilitation, etc	3 164 451 449 702	1 156 317 781 718	- 63,5	1 621 953 817 310	40,3	2 153 539 784 344	32,8	4 931 811 383 372	
BUDGETS ANNEXES	305 422 000 000	362 790 025 104	18,8	392 373 349 032	8,2	420 092 702 119	7,1	1 175 256 076 256	
COMPTES SPECIAUX	1 014 556 783 703	670 182 109 754	- 33,9	717 190 176 086	7,0	756 183 747 096	5,4	2 143 556 032 936	
DEPENSES TOTALES	18 545 226 830 991	14 235 222 687 595	- 23,2	16 862 626 207 054	18,5	18 945 781 833 888	12,4	50 043 630 728 536	

Source: Projections budgétaires 2021-2023, DGPPB, Ministère du Budget, Octobre 2020

Les dépenses du budget général comprennent les dépenses courantes et les dépenses en capital. Les dépenses courantes se situeraient à **9.094,3 milliards de FC** en 2021, à **9.898,5 milliards de FC** en 2022 et à **10.660,0 milliards de FC** en 2023, soit une moyenne de **9.884,3 milliards de FC**. Ces dépenses concernent les dépenses contraignantes et récurrentes devant permettre au Pouvoir central de fournir les biens et services à la population.

Les dépenses en capital, quant à elles, se situeraient en moyenne à **5.690,7** milliards de FC entre 2021 et 2023 et à **4.107,9** milliards de FC en 2021. Elles représenteraient **52,0%** des recettes courantes sur la période.

Les dépenses des budgets annexes connaîtront un accroissement de **11,3%** l'an sur la période de 2021-2023 et de **18,8%** en 2021. Quant aux dépenses des comptes spéciaux, un accroissement sera observé en 2022 et 2023 respectivement de **7,0%** et **5,4%** après une baisse en 2021.

3.2.2 Evolution des dépenses des Provinces

Les dépenses des Provinces sur la période prévisionnelle résultent d'une prolongation de la tendance, à politique inchangée, des résultats de la consolidation budgétaire effectuée en 2014. Compte tenu de l'ancienneté de l'année de base de projection et de l'erreur statistique y associée, une certaine prudence est de mise quant au degré de précision à accorder aux dépenses projetées.

Ces dépenses sont contenues dans le tableau 6 ci-dessous qui renseigne sur leur évolution au cours de la période 2021-2023. Il en résulte que les dépenses courantes des Provinces se situeraient à **1.760,5 milliards de FC** en moyenne sur la période prévisionnelle, alors que celles en capital à **1.067,6 milliards de FC**.

Tableau 6 : Evolution des dépenses des Provinces de 2021-2023

			Projections		Total	Mayanna
Rubriques	2020	2021	2022	2023	(2021-2023)	Moyenne (2021-2023)
BUDGET GENERAL	2 603 204 880 566	2 685 289 545 031	2 811 982 803 965	2 987 176 017 431	8 484 448 366 427	2 828 149 455 476
Dépenses courantes	1 620 491 906 568	1 671 589 511 452	1 750 455 912 730	1 859 513 477 360	5 281 558 901 542	1 760 519 633 847
Dette publique	91 158 480 607	94 032 904 111	98 469 421 987	104 604 301 063	297 106 627 162	99 035 542 387
Frais financiers	10 026 569 159	10 342 728 509	10 830 703 441	11 505 482 012	32 678 913 962	10 892 971 321
Dépenses de Personnel	681 308 116 749	702 791 231 113	735 949 261 160	781 800 649 664	2 220 541 141 936	740 180 380 645
Biens, matériels et prestations	245 125 355 294	252 854 686 432	264 784 492 780	281 281 196 138	798 920 375 349	266 306 791 783
Subventions et Transferts	592 873 384 759	611 567 961 287	640 422 033 363	680 321 848 483	1 932 311 843 133	644 103 947 711
Depenses en capital	982 712 973 998	1 013 700 033 579	1 061 526 891 235	1 127 662 540 071	3 202 889 464 885	1 067 629 821 628
BUDGETS ANNEXES	26 072 689 337	26 894 817 465	28 163 727 956	29 918 395 159	84 976 940 580	28 325 646 860
DEPENSES TOTALES	2 629 277 569 903	2 712 184 362 496	2 840 146 531 921	3 017 094 412 590	8 569 425 307 007	2 856 475 102 336

Source: Projections budgétaires 2021-2023, DGPPB, Ministère du Budget, Octobre 2020

3.2.3 Evolution des dépenses des ETD

Comme pour les dépenses des Provinces, celles des ETD sont à interpréter avec une certaine prudence. Le tableau 7 ci-dessous renseigne sur leur évolution au cours de la période de 2021 à 2023.

Tableau 7 : Evolution des dépenses des ETD de 2021-2023

			Projections		Tatal	Moyenne	
Rubriques	2020	2021	2022	2023	Total (2021-2023)	(2021-2023)	
Dépenses courantes	65 293 025 020	67 351 854 922	70 529 547 999	74 923 706 505	212 805 109 426	70 935 036 475	
Dette publique	6 182 411 415	6 377 356 181	6 678 242 929	7 094 313 339	20 149 912 450	6 716 637 483	
Frais financiers	387 539 202	399 759 149	418 619 979	444 700 998	1 263 080 126	421 026 709	
Dépenses de Personnel	26 333 394 766	27 163 743 499	28 445 342 049	30 217 554 481	85 826 640 029	28 608 880 010	
Biens, matériels et prestations	9 474 395 783	9 773 143 916	10 234 245 571	10 871 863 399	30 879 252 887	10 293 084 296	
Subventions et Transferts	22 915 283 854	23 637 852 177	24 753 097 471	26 295 274 287	74 686 223 935	24 895 407 978	
Depenses en capital	37 983 062 362	39 180 750 240	41 029 316 978	43 585 540 962	123 795 608 180	41 265 202 727	
Depenses totales	103 276 087 381	106 532 605 162	111 558 864 976	118 509 247 467	336 600 717 606	112 200 239 202	

Source: Projections budgétaires 2021-2023, DGPPB, Ministère du Budget, Octobre 2020

Il en ressort que les dépenses courantes des ETD se situeraient à **70,9 milliards de FC** en moyenne sur la période prévisionnelle, alors que celles en capital à **41,3 milliards de FC**.

3.3 EVOLUTION PREVISIONNELLE DES RECETTES

L'évolution des recettes du Pouvoir central, des Provinces et des ETD sur la période de 2021-2023 est illustrée dans le graphique ci-après.

Graphique 2 : Evolution de recettes par niveau de gouvernance de 2021 à 2023 (en milliards de FC)



Source: Projections budgétaires 2021-2023, DGPPB, Ministère du Budget, Octobre 2020

En effet, les recettes publiques à mobiliser au cours de la période 2021-2023 pour couvrir l'ensemble des dépenses de l'Etat de la même période se situeraient à **53.844,6 milliards de FC**, à raison de **44.938,6 milliards de FC** pour le Pouvoir central, **8.569,4 milliards de FC** pour les Provinces et **336,6 milliards de FC** pour les ETD.

3.3.1 Evolution des recettes du Pouvoir central

La mise en œuvre de la politique fiscale préconisée pour la période 2021-2023 situerait les recettes totales du Pouvoir central à **44.938,6 milliards de FC** dont **41.619,8 milliards de FC** pour le Budget général, **1.175,3 milliards de FC** pour les Budgets annexes et **2.143,6 milliards de FC** comme l'indique le tableau cidessous.

Tableau 8 : Evolution des recettes du Pouvoir central de 2021 à 2023

Annanata	2020			Projections				Total
Agregats	2020	2021	Tx. acc.	2022	Tx. acc.	2023	Tx. Acc.	(2021-2023)
Recettes du Budget général	17 225 248 047 289	13 202 250 552 737	- 23,4	13 243 241 387 579	0,3	15 174 280 714 602	14,6	41 619 772 654 919
Recettes courantes	13 678 141 771 988	9 021 591 809 256	- 34,0	10 942 797 607 825	21,3	12 849 418 094 283	17,4	32 813 807 511 364
Recettes fiscales	10 682 843 229 774	7 041 216 017 485	- 34,1	8 678 803 555 148	23,3	10 304 769 606 642	18,7	26 024 789 179 274
Recettes non fiscales	2 552 782 976 317	1 662 167 901 406	- 34,9	1 935 612 818 977	16,5	2 207 552 902 004	14,0	5 805 333 622 387
Recettes des pétroliers producteurs	442 515 565 897	318 207 890 365	- 28,1	328 381 233 700	3,2	337 095 585 638	2,7	983 684 709 703
Recettes exceptionnelles	350 000 000 000	252 000 000 000	- 28,0	./				252 000 000 000
Recettes extérieures	3 197 106 275 301	3 928 658 743 481	22,9	2 300 443 779 754	- 41,4	2 324 862 620 319	1,1	8 553 965 143 554
PIB nominal	90 968 401 536 301	111 904 339 750 052	23,0	126 739 687 647 100	13,3	144 147 269 918 620	13,7	382 791 297 315 772
Pression fiscale (%)	15,0	8,1		8,0		8,9		•
Ratio recettes courantes/ Recettes du BG (%)	79,4	68,3	- 13,9	82,6	20,9	84,7	2,5	•
Recettes des Budgets annexes	305 422 000 000	362 790 025 104	18,8	392 373 349 032	8,2	420 092 702 119	7,1	1 175 256 076 256
Recettes des Comptes spéciaux	1 014 556 783 703	670 182 109 754	- 33,9	717 190 176 086	7,0	756 183 747 096	5,4	2 143 556 032 935
Total	18 545 226 830 992	14 235 222 687 595	- 23,2	14 352 804 912 697	0,8	16 350 557 163 817	13,9	44 938 584 764 109

Source: Projections budgétaires 2021-2023, DGPPB, Ministère du Budget, Octobre 2020

Les recettes courantes se situeraient en moyenne à **10.937,9 milliards de FC** entre 2021 et 2023 et à **9.021,6 milliards de FC** en 2021. Elles dégageraient une pression fiscale de **8,3%** l'an au cours de la période sus-indiquée.

La capacité de mobilisation des recettes fiscales et non fiscales serait ascendante sur la période prévisionnelle. Elles se situeraient respectivement en moyenne à **8.674,9** milliards de FC et à **1.935,1** milliards de FC.

Les recettes extérieures prises en compte, attendues des partenaires multi et bilatéraux au cours de la période 2021-2023 sont constituées essentiellement de dons. Elles s'élèveraient à **3.926,7 milliards de FC** en 2021, à **2.300,4 milliards de FC** en 2022 et à **2.324,9 milliards de FC** en 2023.

En ce qui concerne les recettes des budgets annexes et des comptes spéciaux, elles se situeraient respectivement en moyenne à **391,8 milliards de FC** et à **714,5 milliards de FC** sur la période 2021-2023.

3.3.2 Evolution des recettes des Provinces

Comme en dépenses, la projection des recettes des Provinces s'est faite sur la base des résultats de la consolidation budgétaire effectuée en 2014. L'obsolescence de la base de projection et l'erreur statistique y associée appellent à une prudence quant au degré de précision à accorder aux recettes projetées au cours de la période 2021-2023.

Ainsi, les recettes du budget général des Provinces, comme renseignées au tableau 9 ci-dessous, se situeraient à **8.484,5 milliards de FC**, soit une moyenne annuelle de **2.828,1 milliards de FC**, provenant des recettes d'intérêt commun et des recettes spécifiques.

Tableau 9 : Evolution des recettes des Provinces de 2021 à 2023

Agrégats	2020		Projections	Total (2021-2023)	Moyenne (2021-2023)		
Agregats	2020	2021	2022	2023	10ta1 (2021-2025)	Wioyellile (2021-2023)	
Recettes du Budget Général	2 603 204 880 566	2 685 289 545 031	2 811 982 803 964	2 987 176 017 430	8 484 448 366 425	2 828 149 455 475	
Recettes spéciciques aux provinces	544 963 249 602	562 147 116 236	588 669 488 950	625 344 997 524	1 776 161 602 710	592 053 867 570	
Recettes d'intérêt commun	1 306 350 449 526	1 347 542 496 730	1 411 120 203 193	1 499 036 346 434	4 257 699 046 358	1 419 233 015 453	
Recettes exceptionnelles	751 891 181 438	775 599 932 064	812 193 111 821	862 794 673 472	2 450 587 717 357	816 862 572 452	
Budgets Annexes	26 072 689 337	26 894 817 465	28 163 727 956	29 918 395 159	84 976 940 580	28 325 646 860	
Total	2 629 277 569 903	2 712 184 362 496	2 840 146 531 920	3 017 094 412 590	8 569 425 307 005	2 856 475 102 335	

Source : Projections budgétaires 2021-2023, DGPPB, Ministère du Budget, Octobre 2020

3.3.3 Evolution des recettes des ETD

La remarque formulée pour les Provinces tient également pour les ETD. Au cours de la période 2021-2023, comme l'indique le tableau 10 ci-dessous, les recettes spécifiques des ETD se situeraient à **382,8 milliards de FC**, soit une moyenne annuelle de **127,6 milliards de FC**.

Tableau 10 : Evolution des recettes des ETD de 2021 à 2023

Agrógato	2020		Projections	Total (2021-2023)	Mayonna (2021 2022)		
Agrégats	2020	2021	2022	2023	TOtal (2021-2025)	Moyenne (2021-2023)	
Recettes spécifiques	103 276 087 381	106 532 605 162	111 558 864 976	118 509 247 467	336 600 717 606	112 200 239 202	
PIB (en milliards de FC)	90 968 401 536 301	111 904 339 750 052	126 739 687 647 100	144 147 269 918 620	382 791 297 315 772	127 597 099 105 257	

Source: Projections budgétaires 2021-2023, DGPPB, Ministère du Budget, Octobre 2020

3.4 CADRE DES DEPENSES A MOYEN TERME CENTRAL (CDMT) 2021-2023

Le CDMT central 2021-2023 qui effectue l'allocation des ressources aux différents secteurs du Pouvoir central, sous réserve du financement des gaps dégagés, est repris en annexe. Il convient de mentionner que ces allocations devront alimenter les cadres des dépenses des sectoriels sur la période 2021-2023 et leurs différents Projets annuels de performance 2021.

IV. EVOLUTION PREVISIONNELLE DU SOLDE BUDGETAIRE ET DE SON FINANCEMENT

L'évolution des recettes et des dépenses de 2021 à 2023 dégage un solde global négatif de **5.105,0 milliards de FC** imputable au Pouvoir central. Ce solde est nul en **2021**, de **– 2.509,8 milliards de FC** en 2022 et de **– 2.595,2 milliards de FC** en 2023, tel que repris au tableau 11 ci-après.

Tableau 11 : Evolution du solde et de l'endettement de 2021 à 2023

Agrégats	2020	2021	2022	2023	Total (2021-2023)
DEPENSES TOTALES	21 277 780 488 276	17 053 939 655 252	19 814 331 603 951	22 081 385 493 946	58 949 656 753 149
Pouvoir central	18 545 226 830 991	14 235 222 687 595	16 862 626 207 054	18 945 781 833 888	50 043 630 728 537
Budget général	17 225 248 047 289	13 202 250 552 737	15 753 062 681 935	17 769 505 384 672	46 724 818 619 345
Budgets annexes	305 422 000 000	362 790 025 104	392 373 349 032	420 092 702 119	1 175 256 076 256
Comptes spéciaux	1 014 556 783 703	670 182 109 754	717 190 176 086	756 183 747 096	2 143 556 032 936
Provinces	2 629 277 569 903	2 712 184 362 496	2 840 146 531 921	3 017 094 412 590	8 569 425 307 007
ETD	103 276 087 381	106 532 605 162	111 558 864 976	118 509 247 467	336 600 717 606
RECETTES TOTALES	21 277 780 488 276	17 053 939 655 253	17 304 510 309 594	19 486 160 823 875	53 844 610 788 722
Pouvoir central	18 545 226 830 992	14 235 222 687 595	14 352 804 912 698	16 350 557 163 818	44 938 584 764 111
Budget général	17 225 248 047 289	13 202 250 552 737	13 243 241 387 579	15 174 280 714 602	41 619 772 654 919
Budgets annexes	305 422 000 000	362 790 025 104	392 373 349 032	420 092 702 119	1 175 256 076 256
Comptes spéciaux	1 014 556 783 703	670 182 109 754	717 190 176 086	756 183 747 096	2 143 556 032 936
Provinces	2 629 277 569 903	2 712 184 362 496	2 840 146 531 920	3 017 094 412 590	8 569 425 307 005
ETD	103 276 087 381	106 532 605 162	111 558 864 976	118 509 247 467	336 600 717 606
Solde global	0	0	-2 509 821 294 356	-2 595 224 670 070	-5 105 045 964 427,8
Solde Pouvoir central (Budget général)	0	0	-2 509 821 294 356	-2 595 224 670 070	-5 105 045 964 426,3
Endettement		0	2 509 821 294 356	2 595 224 670 070	5 105 045 964 426
Financement		0	322 713 674 661	292 943 009 721	
Bons du Trésor			152 000 000 000	156 033 669 889	
Emprunts programmes			170 713 674 661	136 909 339 832	
Financement à rechercher (Ecart-fuite)			2 187 107 619 695	2 302 281 660 349	
Solde Provinces	0	0	0	0	0
Solde ETD	0	0	0	0	0
Ratio solde PC/Recettes courantes (%)		0,0	-27,8	-28,8	
Ratio solde PC/PIB (%)		0,0	-2,0	-1,8	

Source: Projections budgétaires 2021-2023, DGPPB, Ministère du Budget, Octobre 2020

Le financement de ces soldes appelle à une levée de fonds, tant sur le marché financier local qu'extérieur, afin de couvrir l'ensemble de politiques publiques préconisées sur la période. Le Gouvernement veillera que ces emprunts soient à des conditions favorables afin de garantir le caractère solvable de l'Etat et que le stock de la dette reste dans les limites acceptables. Pour rappel, il se situe à **5,6 milliards de USD** au 31 décembre 2019.

En ce qui concerne le financement intérieur des déficits, le Gouvernement poursuivra sa politique d'endettement basée sur l'émission des bons du trésor sur le marché financier intérieur. Les projections y relatives les situent à **152,0 milliards de FC** en 2022 et à **156,0 milliards de FC** en 2023.

Il attend également des emprunts projets et programmes des partenaires multi et bilatéraux. Dans le cadre d'emprunts programmes, il convient de relever un engagement de la Banque mondiale pour un montant de **170,7 milliards de FC** en 2022 (**80 millions de dollars**) et de **137,0 milliards de FC** en 2023 (**62,5 millions de dollars**).

Prenant en compte ces sources de financement, un montant de **2.187,1 milliards de FC** et de **2.302,3 milliards de FC** reste à rechercher respectivement pour 2022 et 2023.

V. RISQUES ET CONTRAINTES DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA PROGRAMMATION BUDGETAIRE 2021-2023

La mise en œuvre satisfaisante de la programmation budgétaire 2021-2023 susprésentée reste vulnérable à certains facteurs exogènes et endogènes. Le tableau 12 ci-après décline ces facteurs et la manière dont ils peuvent perturber la programmation budgétaire 2021-2023.

Tableau 12 : Programmation budgétaire 2021-2023 : facteurs de risque et mesures d'atténuation

Exposition	Degré de	Nature du risque	Mesures d'atténuation
au risque	survenance		/
Risques macro- économiques	Moyen	Risque de baisse de la croissance économique La mobilisation des recettes courantes est fortement liée à l'activité économique. Leur projection pour la période 2021-2023 est faite dans un contexte de récession en 2020 tributaire de la Covid-19. La recrudescence ou la non maitrise de la pandémie sur la période prévisionnelle influencerait négativement la croissance économique puis les recettes courantes.	 Mise en œuvre optimale du PMUAIC pour atténuer l'effet de la Covid-19 sur l'activité économique nationale. Nécessiter de diversifier dans le long terme l'économie en s'ouvrant notamment vers l'agriculture et le
	Moyen	Risques liés à la baisse des cours La baisse des cours des matières premières d'exportation (cuivre, cobalt) occasionnerait également une baisse des recettes minières et pétrolières projetées.	tourisme.
Risques de non- respect des engagements sur les ressources extérieures	Elevé	Le non-respect des engagements des PTF en termes de dons ou d'emprunts ainsi que la faible maîtrise des procédures et calendrier de décaissement de fonds des PTF contribueraient à un faible captage des recettes extérieures projetées et à entamer la crédibilité du budget.	 Renforcement de contact entre la PGAI et les PTF à travers le cadre de concertation ad hoc. Renforcement du cadre de dialogue PTF-Gouvernement à travers les groupes thématiques. Communication permanente des informations (à la PGAI et CSPP) sur le décaissement par les secteurs bénéficiant des ressources extérieures.
Risques financiers	Moyen	Risques liés au taux d'intérêt. Le durcissement des conditions financières dans le contexte post COVID-19 pourraient occasionner un faible niveau de recouvrement des bons du trésor.	- Elargir l'adjudication des BT sur l'ensemble du territoire national, en incluant plus d'opérateurs économiques.
Risques fiscaux	Elevé	Risque de non mise en œuvre de la politique fiscale. L'atteinte du niveau des recettes courantes projetées sur la période 2021-2023 est tributaire de la mise en œuvre sans faille des mesures de politique fiscale déclinées. L'évolution budgétaire récente renseigne une faible mise en œuvre de ces politiques.	- Suivi et évaluation permanente du niveau de mise en œuvre des politiques fiscales par les régies et la DGPPB.

Risques liés à	Faible	Risque de non conclusion d'un programme formel.	- Evaluation permanente de la mise en
la gestion des finances publiques	Taible	La faible/non observance des critères quantitatifs et qualitatifs convenus avec le FMI réduirait les chances d'obtention d'appuis budgétaires attendus du FMI.	œuvre des critères quantitatifs et qualitatifs.
	Moyen	Risque de non recours à une gestion sur base caisse Le non recours à la gestion des finances publiques sur base caisse peut entrainer des déficits budgétaires et ouvrir la voie au financement monétaire. Ce qui peut déséquilibrer le cadre macro-économique et entraver l'exécution des recettes et des dépenses.	- Respect du pacte de stabilisation du cadre macroéconomique conclu entre la BCC et le Gouvernement.
Risques liés aux événements imprévus	Elevé	 Risque sanitaire. La résurgence de la maladie à virus Ebola à l'Equateur pourrait se propager dans les régions à proximité et exercer une pression sur les dépenses exceptionnelles. Le relâchement dans la riposte de la COVID-19 (notamment les mesures barrières) pourrait entrainer sa résurgence et exercer une pression sur les dépenses exceptionnelles et amenuiser les niveaux des recettes projetées. 	 Prise des actions urgentes pour étouffer le virus Ebola à l'équateur. Poursuite sans faille de la mise en œuvre du PMUAIC.
	Elevé	Risque sécuritaire. Le pays reste vulnérable à l'insécurité à l'Est du pays, ce qui risque d'entrainer une pression sur les dépenses exceptionnelles et d'intervention.	- Promotion du dialogue politique.
	Elevé	Risque socio-politique. - Le manque de consensus dans la gestion des dossiers socio-politiques et les manifestations de rue subséquentes impacteraient négativement l'activité économique et les recettes publiques.	- Renforcement du dialogue social.
		- La prise en compte des grognes sociales en matière d'augmentation des enveloppes salariales au cours de l'exécution du budget entrainerait une pression sur les dépenses de rémunération.	- Nécessité de ne pas autoriser les nouveaux barèmes en cours d'exécution du budget.
			- Respect du critère de convergence

Elevé	Risque lié aux catastrophes naturelles - La survenance des inondations, des criquets migrateurs, de la sécheresse,	limitant l'enveloppe de rémunération à 35% des recettes courantes, avant la prise en compte des barèmes.

CONCLUSION

Le cadre budgétaire 2021-2023 ainsi défini reflète l'activité économique du pays traduite dans le cadrage macroéconomique de la même période et les objectifs de politiques publiques définies par le Gouvernement dans son Programme d'actions.

L'évolution des dépenses et des recettes dégage un solde nul en 2021 et des soldes déficitaires en 2022 et 2023 qui traduisent la volonté du Gouvernement de financer principalement les dépenses des secteurs productifs et sociaux dans un climat de paix en vue de relancer la croissance, après le choc observé en 2020.

ANNEXES

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO MINISTERE DU BUDGET CADRE DES DEPENSES A MOYEN TERME CENTRAL (CDMT) 2021-2023

N°		HIST	ORIQUE DOTATIONS	6		PROJECTIONS	
IN	SECTION/RUBRIQUE	2018	2019	2020	2021	2022	2023
10	PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE	115 228 532 603	134 707 131 513	305 785 476 572	318 430 627 519	324 516 337 699	344 734 476 993
	Contrepartie des Projets		1 000 000 000	3 000 000 000	1 200 000 000	1 256 616 580	1 334 906 780
	Fonctionnement des Institutions	51 789 939 448	57 556 332 925	183 104 012 300	106 745 173 217	111 781 462 095	118 745 712 916
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	2 860 569 472	2 460 569 472	5 447 959 439	317 778 497	332 771 440	353 503 892
	Investissements sur Ressources Propres	3 714 984 359	9 885 605 488	8 135 420 761	14 223 688 697	14 894 769 206	15 822 748 736
	Rémunérations	52 587 430 322	59 829 014 626	101 222 475 070	191 946 505 765	192 064 633 932	204 030 717 211
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	2 065 058 335	1 765 058 335	2 665 058 335	1 815 860 505	1 901 533 682	2 020 003 750
	Subventions aux Services Ex-BPO	2 210 550 667	2 210 550 667	2 210 550 667	2 181 620 838	2 284 550 764	2 426 883 707
11	PRIMATURE	42 059 047 652	46 811 339 050	83 496 081 409	77 395 100 235	79 684 099 817	84 648 608 664
	Fonctionnement des Institutions	18 351 444 908	20 394 730 792	56 500 000 046	32 952 510 252	34 507 225 617	36 657 107 805
	Investissements sur Ressources Propres	4 100 000 000	2 908 151 568	2 823 469 015	563 304 222	589 881 188	626 632 188
	Rémunérations	19 607 602 744	23 508 456 690	24 172 612 348	43 879 285 761	44 586 993 013	47 364 868 672
12	VICE-PRIMATURES	10 518 000 001	10 833 158 520	11 500 000 000	5 634 953 040	5 900 812 849	6 268 447 517
	Fonctionnement des Institutions	10 518 000 001	10 833 158 520	11 500 000 000	5 634 953 040	5 900 812 849	6 268 447 517
15	CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX	8 511 467 468	10 082 831 658	41 735 495 114	20 585 957 325	21 434 558 899	22 769 982 873
	Fonctionnement des Institutions	6 266 790 928	6 964 547 726	36 999 616 000	17 793 965 078	18 633 492 953	19 794 403 860
	Investissements sur Ressources Propres	1 000 000 000	1 300 000 000	2 124 969 232	192 318 901	201 392 600	213 939 837
	Rémunérations	1 244 676 540	1 818 283 932	2 610 909 882	2 599 673 346	2 599 673 346	2 761 639 176
16	ASSEMBLEE NATIONALE	204 042 828 285	192 864 653 482	364 074 041 405	229 301 900 119	235 514 903 284	250 188 041 635
	Fonctionnement des Institutions	91 799 674 420	102 020 830 294	253 720 827 636	129 171 046 030	135 265 398 429	143 692 754 311
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	3 200 000 000	3 000 000 000	3 700 000 000	515 399 808	539 716 620	573 342 249
	Investissements sur Ressources Propres	4 965 188 200	6 533 414 210	10 447 080 466	1 999 427 440	2 093 761 393	2 224 207 705
	Rémunérations	104 077 965 665	81 310 408 978	96 206 133 303	97 616 026 841	97 616 026 841	103 697 737 371
17	Z SÉNAT	58 845 399 372	63 034 229 571	182 406 416 370	111 199 281 008	114 722 434 579	121 869 914 977
	Fonctionnement des Institutions	29 603 362 235	32 899 458 672	141 933 450 000	72 315 979 011	75 727 881 862	80 445 908 926
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	400 000 000	800 000 000	1 700 000 000	99 160 699	103 839 149	110 308 575
	Investissements sur Ressources Propres	1 000 000 000	3 981 140 140	5 052 608 543	2 258 821 083	2 365 393 354	2 512 762 983
	Rémunérations	27 842 037 137	25 353 630 759	33 720 357 827	36 525 320 215	36 525 320 215	38 800 934 494
18	ORGANE DÉLIBÉRANT PROVINCIAL OU LOCAL	9 862 340 000	13 569 275 451	23 129 547 123			
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	9 862 340 000	13 569 275 451	23 129 547 123			
19	ORGANE EXÉCUTIF PROVINCIAL OU LOCAL	250 030 759 434	266 437 695 977	334 078 255 913	351 000 000 000	367 560 349 690	390 460 233 258
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	10 030 759 434	12 997 695 977	22 078 255 913			
	Transfert aux Provinces et ETD (Fonctionnement)	240 000 000 000	253 440 000 000	312 000 000 000	351 000 000 000	367 560 349 690	390 460 233 258
20	POUVOIR JUDICIAIRE	140 391 711 007	192 804 317 297	253 293 902 998	218 836 975 406	264 108 878 435	310 265 455 815
	Fonctionnement des Institutions	72 123 128 360	81 721 037 379	110 000 000 000	57 845 281 220	60 574 449 553	64 348 381 761
	Investissements sur Ressources Propres	1 769 225 000	10 371 406 000	12 213 804 655	4 148 557 375	46 691 292 071	79 302 236 965
	Rémunérations	66 499 357 647	100 711 873 918	131 080 098 343	156 843 136 811	156 843 136 811	166 614 837 089
21	SECRÉTARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	44 018 341 098	76 829 773 806	72 867 417 159	116 286 902 502	118 345 868 535	125 719 097 482
	Fonctionnement des Institutions	5 450 000 000	6 056 813 694	36 792 780 239	43 379 206 348	45 425 858 275	48 255 997 234
	Investissements sur Ressources Propres	500 000 000	693 475 744	582 217 060	261 000 000	273 314 106	290 342 225
	Rémunérations	38 068 341 098	70 079 484 368	35 492 419 860	72 646 696 154	72 646 696 154	77 172 758 024
22	AFFAIRES ÉTRANGERES	43 841 489 701	50 655 998 986	63 649 581 510	54 990 455 181	55 642 818 923	59 109 498 819
	Fonctionnement des Ministères	14 877 233 534	17 168 093 199	24 415 269 502	13 281 841 932	13 905 879 217	14 772 248 550

N°		HISTO	ORIQUE DOTATIO	NS	PROJECTIONS			
IN	SECTION/RUBRIQUE	2018	2019	2020	2021	2022	2023	
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	100 000 000	100 000 000	400 000 000	123 331 928	129 150 788	137 197 189	
	Investissements sur Ressources Propres	1 500 000 000	2 538 663 616	3 702 613 431	477 053 136	499 560 734	530 684 55	
	Rémunérations	27 364 256 167	30 849 242 171	35 131 698 577	41 108 228 185	41 108 228 185	43 669 368 52	
23	COOPÉRATION INTERNATIONNALE, REGIONALE ET FRANCOPHONIE	14 743 186 497	17 310 059 495	20 432 729 895	14 919 632 258	15 286 572 886	16 238 962 71	
	Fonctionnement des Ministères	10 758 761 730	11 447 868 406	15 000 000 000	7 755 414 403	8 121 318 604	8 627 296 05	
	Investissements sur Ressources Propres	500 000 000	250 000 000	242 720 243	21 967 282	23 003 709	24 436 89	
	Rémunérations	3 484 424 767	5 612 191 089	5 190 009 652	7 142 250 573	7 142 250 573	7 587 229 76	
24	DECENTRALISATION ET REFORMES INSTITUTIONNELLES	7 668 543 816	30 185 346 084	1 102 846 540 611	340 259 997 653	810 770 827 263	979 180 250 24	
	Fonctionnement des Ministères	4 103 832 070	5 494 666 017	10 871 116 935	5 533 556 115	5 794 631 968	6 155 651 31	
	Fonds de Péréquation			1 082 064 073 706	326 751 552 107	796 881 713 383	964 425 811 55	
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	2 050 000 000	1 050 000 000	1 000 000 000	1 797 476 791	1 882 282 615	1 999 553 29	
	Investissements sur Ressources Extérieures		13 917 429 205					
	Investissements sur Ressources Propres	1 000 000 000	1 200 000 000	1 731 433 447	529 438 228	554 417 380	588 958 90	
	Rémunérations	209 626 968	8 218 166 084	6 874 831 745	5 440 102 316	5 440 102 316	5 779 033 62	
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	305 084 778	305 084 778	305 084 778	207 872 096	217 679 602	231 241 55	
25	INTÉRIEUR ET SECURITE	473 487 595 230	787 807 155 719	678 277 981 337	646 962 354 707	710 345 143 515	794 203 956 49	
	Contrepartie des Projets	1 700 000 000	1 000 000 000	8 000 000 000	2 133 333 000	2 233 984 682	2 373 167 23	
	Fonctionnement des Ministères	76 189 544 776	81 653 581 383	115 811 517 587	56 442 357 483	59 105 335 196	62 787 738 08	
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 955 410 000	3 355 410 000	10 669 207 527	1 883 740 963	1 972 616 772	2 095 515 48	
	Investissements sur Ressources Extérieures	100 393 798 973	302 968 553 049		40 704 089 831	42 478 188 762	45 124 680 90	
	Investissements sur Ressources Propres	10 000 000 000	20 400 000 000	23 260 423 784	30 304 613 609	88 197 071 601	133 294 580 6	
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	7 365 860 000	10 775 605 590	20 002 458 526				
	Rémunérations	260 198 783 210	349 469 807 426	474 850 175 642	497 187 356 103	497 187 356 103	528 163 310 32	
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	1 184 198 271	684 198 271	1 184 198 271	806 863 718	844 931 938	897 573 20	
	Subventions aux Services Déconcentrés	14 500 000 000	17 500 000 000	24 500 000 000	17 500 000 000	18 325 658 460	19 467 390 54	
26	RELATIONS AVEC LES PARTIS POLITIQUES	1 658 580 160	2 212 825 270	3 252 205 050	1 274 998 299	1 335 153 335	1 418 336 56	
	Fonctionnement des Ministères	1 458 580 160	1 712 825 270	2 690 675 906	1 144 177 472	1 198 160 318	1 272 808 55	
	Investissements sur Ressources Propres	200 000 000	500 000 000	561 529 144	130 820 827	136 993 017	145 528 00	
27	DEFENSE ET ANCIENS COMBATTANTS	479 783 128 073	585 129 583 098	679 289 228 102	603 883 820 641	610 790 941 420	648 844 669 07	
	Fonctionnement des Ministères	137 095 650 280	148 036 716 633	240 843 016 316	126 028 375 399	131 974 455 079	140 196 777 36	
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	200 000 000	600 000 000	821 151 055	467 308 847	489 356 704	519 844 79	
	Investissements sur Ressources Extérieures				2 749 290 833	2 879 003 704	3 058 372 47	
	Investissements sur Ressources Propres	4 000 000 000	10 981 375 000	43 653 359 108	17 700 225 320	18 509 505 691	19 662 691 89	
	Rémunérations	338 487 477 793	425 511 491 465	393 971 701 623	456 938 620 242	456 938 620 242	485 406 982 53	
29	ÉCONOMIE NATIONALE	16 264 888 038	19 418 212 438	29 121 081 926	19 798 941 600	20 134 917 187	21 389 370 3	
	Contrepartie des Projets	500 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	400 020 000	418 893 137	444 991 17	
	Fonctionnement des Ministères	3 946 336 326	4 531 580 878	7 132 300 224	3 974 366 247	4 161 878 768	4 421 173 70	
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 100 000 000	1 500 000 000	707 050 352	389 453 303	407 827 898	433 236 54	
	Investissements sur Ressources Extérieures		970 150 280	4 682 892 248				
	Investissements sur Ressources Propres	1 204 514 396	990 000 000	961 172 161	2 357 231 748	2 468 447 081	2 622 237 20	
	Rémunérations	9 514 037 316	10 426 481 280	14 637 666 941	12 677 870 302	12 677 870 302	13 467 731 76	
30	FINANCES	1 258 804 399 619	1 381 585 034 823	2 711 012 216 522	2 174 292 177 180	2 565 789 220 903	2 652 671 417 86	
	Contrepartie des Projets	6 590 000 000	4 200 000 000	36 000 000 000	4 000 110 000	4 188 837 124	4 449 811 63	
	Dette Publique	388 547 360 000	352 996 408 000	626 035 049 903	645 048 605 813	905 740 978 703	847 456 052 64	
	Financement des Réformes	6 300 000 000	7 500 000 000	7 389 827 731	2 516 393 784	2 635 118 459	2 799 292 60	
	Fonctionnement des Ministères	13 789 542 772	15 893 778 047	31 698 702 706	22 015 531 947	23 054 235 388	24 490 569 0	
	Frais Financiers	151 264 608 600	255 487 462 000	179 472 865 244	269 665 507 725	264 371 386 458	250 511 153 6	
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	6 349 800 000	5 699 800 000	131 209 339 113	1 926 113 385	2 012 270 297	2 137 639 5	
	Investissements sur Ressources Extérieures	45 335 000 000	8 353 883 194	24 615 423 619	48 338 939 730	50 619 594 276	53 773 315 33	
	Investissements sur Ressources Exterieures	1 069 000 000	3 836 223 478	8 698 505 785	4 435 348 005	4 644 609 868	4 933 980 10	

N°		HIS	TORIQUE DOTATIONS	5		PROJECTIONS	
IN	SECTION/RUBRIQUE	2018	2019	2020	2021	2022	2023
	Rémunérations	63 312 098 592	104 386 377 679	209 488 236 587	213 042 240 976	213 077 598 030	226 352 838 926
	Rétrocession aux Régies Financières	324 494 775 903	394 701 654 744	754 377 042 297	494 896 739 589	518 246 207 020	550 534 177 717
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	558 887 065	558 887 065	1 158 887 065	789 617 712	826 872 257	878 388 365
	TVA Remboursable	251 193 326 687	227 970 560 616	700 868 336 472	467 617 028 514	576 371 513 022	684 354 198 339
31	BUDGET	254 626 404 344	380 956 722 215	460 798 447 541	515 350 887 586	630 653 574 928	739 249 380 135
	Charges Communes	100 000 000 000	116 369 580 722	162 625 603 096	172 952 410 324	181 112 388 657	192 396 121 019
	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	50 000 000 000	65 000 000 000	62 294 759 431	65 000 000 000	96 298 067 259	122 098 976 708
	Financement des Réformes	8 800 000 000	9 500 000 000	10 500 000 000	2 729 361 860	2 858 134 472	3 036 203 044
	Fonctionnement des Ministères	13 850 901 178	16 327 739 776	32 871 393 226	19 623 385 103	20 549 225 899	21 829 491 523
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	986 480 000	1 500 000 000	902 877 637	1 991 905 736	2 085 884 812	2 215 840 394
	Investissements sur Ressources Extérieures				52 819 168 994	55 311 202 922	58 757 222 353
	Investissements sur Ressources Propres	10 055 757 370	13 846 688 376	10 564 144 238	24 456 530 129	25 610 401 044	27 205 989 911
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	203 400 000	158 662 010	190 978 564			
	Rémunérations	69 329 865 796	156 854 051 331	180 848 691 349	175 778 125 440	246 828 269 863	311 709 535 183
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	1 400 000 000	1 400 000 000				
32	PLAN	63 945 312 223	57 470 277 258	285 829 743 652	327 320 107 121	342 542 708 052	363 883 933 073
	Contrepartie des Projets	3 105 000 000	2 950 000 000	20 866 061 443	6 066 724 000	6 352 954 971	6 748 759 169
	Fonctionnement des Ministères	6 226 990 150	8 609 285 917	15 229 558 230	10 941 248 923	11 457 462 337	12 171 289 478
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 800 000 005	8 450 000 005	11 853 400 700	6 285 690 832	6 582 252 764	6 992 342 759
	Investissements sur Ressources Extérieures	23 483 530 000	1 232 140 945	170 370 339 393	248 053 355 717	259 756 632 961	275 940 088 700
	Investissements sur Ressources Propres	15 500 000 000	14 523 909 000	22 954 980 203	19 871 780 722	20 809 340 943	22 105 812 353
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	138 080 000	105 938 348	906 305 473	194 791 763	203 982 133	216 690 704
	Rémunérations	11 989 909 676	20 097 200 651	39 147 295 818	32 839 173 231	34 168 021 335	36 296 770 290
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	1 701 802 392	1 501 802 392	4 501 802 392	3 067 341 933	3 212 060 608	3 412 179 620
33	RECONSTRUCTION	2 591 513 355	2 956 283 834	4 664 093 776	2 721 527 095	2 849 930 059	3 027 487 477
	Fonctionnement des Ministères	1 699 421 551	1 754 157 869	3 263 227 215	2 288 354 965	2 396 320 659	2 545 617 132
	Investissements sur Ressources Propres	650 000 000	900 000 000	873 792 872	45 938 189	48 105 575	51 102 667
	Rémunérations	242 091 804	302 125 965	527 073 689	387 233 941	405 503 826	430 767 678
34	JUSTICE	35 034 117 173	60 509 630 420	84 727 429 310	25 130 902 621	54 219 635 293	77 398 958 399
	Fonctionnement des Ministères	13 998 459 591	14 713 050 739	20 496 271 735	8 547 511 573	8 950 787 301	9 508 442 628
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	177 871 609	777 871 609	1 516 357 147	125 002 346	130 900 017	139 055 399
	Investissements sur Ressources Extérieures				2 133 952 330	2 234 633 233	2 373 856 195
	Investissements sur Ressources Propres	4 600 000 000	14 305 500 000	23 045 156 046	1 261 749 999	29 552 615 809	51 195 124 962
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	7 842 899 485	11 116 191 062	21 456 888 550			
	Rémunérations	8 139 285 929	19 321 416 451	17 937 155 273	12 874 903 550	13 154 056 425	13 973 585 410
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	275 600 559	275 600 559	275 600 559	187 782 823	196 642 507	208 893 803
35	REFORMES INSTITUTIONNELLES	1 815 203 168	2 998 754 473	4 814 163 114	2 726 133 947	2 795 213 869	2 969 362 338
	Fonctionnement des Ministères	1 731 205 760	2 400 000 000	3 740 000 000	1 559 683 323	1 626 252 364	1 727 571 752
	Investissements sur Ressources Propres		491 947 623	477 622 585	42 958 635	44 985 444	47 788 144
	Rémunérations	83 997 408	106 806 850	596 540 529	1 123 491 989	1 123 976 061	1 194 002 441
36	RELATIONS AVEC LE PARLEMENT	6 200 534 321	6 814 248 596	10 252 941 118	7 839 456 217	8 209 325 551	8 720 786 049
	Fonctionnement des Ministères	3 170 886 065	3 517 747 417	5 229 208 591	2 680 724 448	2 807 202 323	2 982 097 702
	Investissements sur Ressources Propres	500 000 000	700 000 000	679 616 680	51 149 432	53 562 687	56 899 770
	Rémunérations	2 529 648 256	2 596 501 179	4 344 115 847	5 107 582 337	5 348 560 541	5 681 788 577
37	SANTE	681 714 620 461	1 026 733 945 622	1 635 039 417 632	1 453 483 019 211	1 640 757 329 532	1 841 986 966 318
	Contrepartie des Projets	12 500 000 000	13 000 000 000	23 538 461 539	14 866 720 000	15 568 139 037	16 538 071 108
	Fonctionnement des Ministères	26 427 615 291	28 902 495 476	63 131 638 523	53 448 624 239	55 970 356 170	59 457 442 415
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	30 279 211 702	23 479 211 702	18 323 261 212	8 714 226 578	9 125 368 001	9 693 900 121
	Investissements sur Ressources Extérieures	210 503 258 732	366 099 315 193	674 113 905 707	751 274 914 870	786 720 428 556	835 734 981 485
	Investissements sur Ressources Propres	26 572 692 468	53 321 762 196	39 865 668 808	76 458 549 181	80 065 900 495	85 054 196 432

N°		HIST	FORIQUE DOTATIO	NS	PROJECTIONS			
IN	SECTION/RUBRIQUE	2018	2019	2020	2021	2022	2023	
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	138 433 565 673	149 921 986 923	315 234 019 360	66 715 082 778	211 019 411 814	323 172 977 48	
	Rémunérations	230 583 036 680	383 893 934 217	492 860 188 710	476 021 975 184	476 022 521 718	505 679 856 44	
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	4 701 323 165	6 401 323 165	6 258 357 023	4 291 439 936	4 493 912 147	4 773 893 55	
	Subventions aux Services Ex-BPO	1 713 916 750	1 713 916 750	1 713 916 750	1 691 486 445	1 771 291 593	1 881 647 27	
38	ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, SECONDAIRE ET TECHNIQUE	1 172 203 044 231	1 202 510 563 493	2 941 366 246 716	2 406 346 504 960	2 651 652 140 096	2 940 470 441 01	
	Contrepartie des Projets	5 800 000 000	6 600 000 000	11 461 538 462	1 333 440 000	1 396 352 344	1 483 348 41	
	Financement des Réformes	3 500 000 000	4 000 000 000	56 000 000 000	13 591 517 208	14 232 771 561	15 119 507 06	
	Fonctionnement des Ministères	110 517 912 556	105 536 311 490	148 438 366 483	81 108 224 868	84 934 950 129	90 226 599 43	
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	11 400 000 000	5 400 000 000	8 521 151 056	3 007 182 415	3 149 062 735	3 345 256 83	
	Investissements sur Ressources Extérieures	110 003 590 232	35 299 224 225	577 467 103 862	366 819 871 494	384 126 610 370	408 058 611 36	
	Investissements sur Ressources Propres	34 780 453 284	25 919 519 829	102 506 184 927	189 768 596 956	198 721 971 104	211 102 822 31	
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	175 053 249 740	124 903 006 049	232 925 512 772	50 580 384 510	180 007 802 764	305 224 379 05	
	Rémunérations	721 147 838 419	894 852 501 900	1 804 046 389 154	1 700 137 287 509	1 785 082 619 090	1 905 909 916 54	
40	ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET UNIVERSITAIRE	217 532 960 226	344 426 833 370	370 588 370 222	338 052 786 004	399 550 859 641	464 046 449 89	
	Bourse d'Études	2 000 000 000	5 000 000 000	15 000 000 000	8 221 518 450	8 609 413 665	9 145 800 60	
	Contrepartie des Projets			8 867 526 000	666 720 000	698 176 172	741 674 20	
	Fonctionnement des Ministères	6 472 118 529	7 395 837 038	9 973 333 333	10 190 216 158	10 665 331 786	11 329 807 31	
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	3 903 395 472	8 598 345 472	19 602 279 531	5 305 245 229	5 555 549 264	5 901 673 19	
	Investissements sur Ressources Propres	11 498 801 345	18 402 693 322	16 158 015 038	2 058 459 906	58 618 250 711	101 872 928 94	
	Rémunérations	191 058 644 880	300 527 857 538	296 485 116 320	308 543 081 557	312 191 865 098	331 642 160 45	
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	2 600 000 000	4 502 100 000	4 502 100 000		3 212 272 946	3 412 405 18	
41	RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION TECHNOLOGIQUE	41 073 284 677	56 476 142 024	64 031 746 942	79 388 729 681	81 568 213 053	86 650 106 63	
	Contrepartie des Projets	1 650 000 000	1 650 000 000	6 853 846 155	1 728 220 500	1 809 758 779	1 922 511 05	
	Fonctionnement des Ministères	3 739 990 704	4 104 079 595	5 495 400 691	5 355 119 457	5 603 190 257	5 952 282 33	
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	3 791 940 920	5 991 940 920	6 293 096 211	9 162 273 468	9 592 391 537	10 190 020 33	
	Investissements sur Ressources Extérieures	1 400 000 000			7 518 463 405	7 873 188 143	8 363 706 48	
	Investissements sur Ressources Propres	1 356 767 270	5 304 666 036	4 368 823 743	12 531 594 505	13 122 841 192	13 940 425 39	
	Rémunérations	23 492 315 444	33 897 516 104	34 814 081 561	38 891 434 021	39 166 984 153	41 607 180 37	
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	5 642 270 339	5 527 939 369	6 206 498 581	4 201 624 325	4 399 858 992	4 673 980 66	
42	INFRASTRUCTURES ET TRAVAUX PUBLICS	431 599 904 477	346 331 282 188	647 615 018 751	316 225 470 573	427 329 309 495	523 257 529 63	
	Contrepartie des Projets	700 000 000		3 000 000 000	2 666 720 000	2 792 537 139	2 966 518 84	
	Fonctionnement des Ministères	4 711 529 904	7 415 594 854	11 681 510 551	4 871 512 632	5 094 928 251	5 412 354 39	
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	652 230 970	1 552 230 970	1 177 309 180	985 088 599	1 031 565 555	1 095 834 54	
	Investissements sur Ressources Extérieures	232 858 248 416	47 016 204 516	198 982 059 377	144 751 192 872	151 580 624 131	161 024 457 35	
	Investissements sur Ressources Propres	34 131 841 977	56 828 608 462	39 501 244 931	22 177 909 403	23 224 273 891	24 671 201 36	
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	112 554 056 288	175 390 937 783	319 118 877 171	69 619 265 780	171 713 611 821	251 716 366 33	
	Rémunérations	44 494 271 033	56 877 748 744	72 904 060 682	70 406 291 773	71 109 012 277	75 539 272 78	
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	1 497 725 889	1 249 956 859	1 249 956 859	747 489 514	782 756 431	831 524 01	
43	URBANISME ET HABITAT	56 608 670 781	21 797 917 219	80 932 191 842		37 982 438 303	40 348 834 50	
	Fonctionnement des Ministères	4 146 748 922	4 500 000 000	5 984 981 860	3 004 894 135	3 146 666 493	3 342 711 29	
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	200 000 000	6 525 000 000	10 000 000 000	4 182 457 155	4 379 787 506	4 652 658 67	
	Investissements sur Ressources Extérieures	38 479 889 788	3 323 333 000	41 500 000 000	23 558 723 626	24 670 235 596	26 207 249 92	
	Investissements sur Ressources Propres	11 197 118 879	6 607 000 000	11 000 000 000	1 555 262 030	1 628 640 044	1 730 108 19	
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	436 040 000	669 081 071	6 694 713 781	1 333 202 030	2 020 040 044	1,30,100,13	
	Rémunérations	2 148 873 192	3 496 836 148	5 752 496 201	3 969 811 059	4 157 108 664	4 416 106 41	
44	AGRICULTURE	142 142 866 290	339 402 422 291	264 982 385 782	227 094 519 250	334 544 378 047	424 691 876 36	
-7-7	Contrepartie des Projets	2 155 000 000	2 759 000 000	6 082 115 385		1 977 026 069	2 100 199 49	
	Fonctionnement des Ministères	18 307 399 739	20 000 000 000	30 985 229 462	30 352 488 045	31 784 533 105	33 764 785 07	
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	6 130 380 666	8 400 000 000	18 000 000 000	4 995 794 652	5 231 498 659	5 557 433 46	
	Investissements sur Ressources Extérieures	43 506 028 411	217 044 673 813	94 382 212 737	85 226 475 018	89 247 501 312	94 807 832 80	

N°		HIST	ORIQUE DOTATIONS	5			
IN	SECTION/RUBRIQUE	2018	2019	2020	2021	2022	2023
	Investissements sur Ressources Propres	17 508 481 771	24 904 000 000	18 481 854 756	48 144 152 088	50 415 616 459	53 556 629 215
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	25 330 620 000	24 122 708 818	49 148 614 359	11 472 532 381	110 823 487 429	187 032 642 420
	Rémunérations	27 849 355 703	40 816 439 660	46 546 759 083	44 091 475 707	44 097 487 013	46 844 865 285
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	1 355 600 000	1 355 600 000	1 355 600 000	923 649 759	967 228 001	1 027 488 605
45	DÉVELOPPEMENT RURAL	167 391 346 636	214 963 520 265	513 369 794 073	186 824 712 168	321 949 416 078	431 113 529 256
	Contrepartie des Projets	2 100 000 000	2 000 000 000	8 338 400 000	4 720 055 000	4 942 749 477	5 250 694 519
	Fonctionnement des Ministères	10 844 502 899	11 200 000 000	16 741 153 674	16 094 782 776	16 854 142 408	17 904 195 547
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	19 866 600 000	7 766 600 000	18 347 369 566	3 819 781 210	4 000 000 334	4 249 209 864
	Investissements sur Ressources Extérieures	311 150 000			4 290 465 422	4 492 891 655	4 772 809 486
	Investissements sur Ressources Propres	20 512 055 461	27 595 899 001	23 913 717 272	51 982 643 987	110 897 881 932	157 409 705 476
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	100 618 414 843	145 916 900 521	417 614 765 771	87 883 715 379	162 608 451 147	222 242 621 549
	Rémunérations	10 138 623 433	17 484 120 743	25 414 387 790	15 489 192 498	15 489 192 498	16 454 206 012
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	2 544 075 896	2 664 106 627	2 830 086 803
46	INDUSTRIE	31 925 632 584	13 572 326 978	21 493 800 367	56 979 027 818	129 956 666 489	187 556 553 085
	Contrepartie des Projets	900 000 000	900 000 000	1 000 000 000	400 020 000	418 893 137	444 991 175
	Fonctionnement des Ministères	2 950 390 504	3 045 419 023	3 989 333 333	2 288 354 968	2 396 320 662	2 545 617 136
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	332 074 319	2 078 834 319	1 112 699 724	1 497 897 326	1 568 568 846	1 666 294 414
	Investissements sur Ressources Extérieures	23 271 558 047	262 170 000	6 070 750 662	28 250 523 072	29 583 396 408	31 426 512 331
	Investissements sur Ressources Propres	1 183 931 686	1 802 487 982	1 750 001 281	18 007 686 227	89 435 637 158	144 510 967 298
	Rémunérations	2 687 181 708	4 882 919 334	6 970 519 047	6 125 392 871	6 125 392 871	6 507 019 408
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	600 496 320	600 496 320	600 496 320	409 153 354	428 457 407	455 151 322
47	COMMERCE EXTÉRIEUR	18 481 662 034	26 657 884 110	38 364 976 241	26 315 695 208	27 227 060 809	28 923 371 423
	Contrepartie des Projets	3 000 000 000	3 000 000 000	13 000 000 000	3 500 160 000	3 665 299 241	3 893 656 097
	Fonctionnement des Ministères	5 619 671 091	6 100 000 000	8 253 815 901	3 952 080 638	4 138 541 713	4 396 382 700
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	2 246 209 000	7 446 209 000	3 648 762 140	2 394 146 267	2 507 103 245	2 663 301 738
	Investissements sur Ressources Extérieures	3 991 488 671		3 400 000 000	8 097 405 912	8 479 445 438	9 007 735 046
	Investissements sur Ressources Propres	1 000 000 000	2 331 954 382	2 264 050 132	1 372 787 561	1 437 556 342	1 527 119 519
	Rémunérations	2 624 293 272	7 779 720 728	7 798 348 068	6 999 114 830	6 999 114 830	7 435 176 323
	MINES	36 519 313 447	52 330 333 832	61 453 103 509	30 016 758 093	31 136 245 118	33 076 107 208
	Fonctionnement des Ministères	5 154 504 976	5 890 000 000	7 004 864 755	4 732 951 991	4 956 254 954	5 265 041 420
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	500 000 000	300 000 000	360 575 527	1 218 990 716	1 276 503 287	1 356 032 477
	Investissements sur Ressources Extérieures	585 558 139	10 627 166 028	22 205 488 175	9 365 380 405	9 807 243 580	10 418 258 169
	Investissements sur Ressources Propres	21 135 840 934	21 152 675 000	16 564 905 159	2 302 368 942	2 410 995 822	2 561 206 593
	Rémunérations	2 942 781 912	7 459 865 318	7 116 642 407	5 489 001 537	5 489 001 537	5 830 979 381
	Subventions aux Services Ex-BPO	6 200 627 486	6 900 627 486	8 200 627 486	6 908 064 502	7 196 245 938	7 644 589 167
49	HYDROCARBURES	26 017 903 179	57 449 499 236	38 612 107 606	8 764 055 148	9 155 203 543	9 725 594 488
	Fonctionnement des Ministères	3 266 321 931	4 000 000 000	6 387 392 893	2 663 719 302	2 789 394 866	2 963 180 798
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques		5 363 240 000	1 160 575 527	748 948 663	784 284 423	833 147 207
	Investissements sur Ressources Propres	22 500 000 000	47 571 440 000	30 502 417 318	806 657 264	844 715 744	897 343 543
	Rémunérations	251 581 248	514 819 236	561 721 868	4 544 729 919	4 736 808 510	5 031 922 941
	RESSOURCES HYDRAULIQUE ET DE L'ELECTRICITE	426 721 094 554	177 338 590 054	536 835 456 310	356 504 212 973	370 519 348 503	393 603 584 731
	Contrepartie des Projets	12 300 000 000	16 641 000 000	54 334 585 684	10 847 413 332	11 359 199 537	12 066 904 672
	Fonctionnement des Ministères	6 129 839 959	6 463 831 835	8 435 701 048	3 517 920 395	3 683 897 580	3 913 413 157
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	900 000 000	1 900 000 000	1 583 970 109	11 158 179 012	11 684 627 292	12 412 607 350
	Investissements sur Ressources Extérieures	368 471 339 304	116 390 847 645	185 555 844 823	303 762 116 080	315 711 061 051	335 380 610 677
	Investissements sur Ressources Propres	30 340 412 719	28 470 006 040	226 680 454 044	20 366 395 861	21 185 750 813	22 505 673 453
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	4 590 800 000	3 038 022 240	52 802 719 755	_	_	
	Rémunérations	3 388 702 572	3 834 882 294	6 842 180 847	5 948 765 228	5 948 765 228	6 319 387 443
	Subventions aux Services Ex-BPO	600 000 000	600 000 000	600 000 000	903 423 065	946 047 002	1 004 987 979
51	TRANSPORTS ET VOIES DE COMMUNICATION	226 182 573 383	164 460 417 236	465 071 296 950	288 963 127 808	343 937 923 064	395 068 039 698

N°		HIST	ORIQUE DOTATIONS			PROJECTIONS	
IN -	SECTION/RUBRIQUE	2018	2019	2020	2021	2022	2023
	Fonctionnement des Ministères	3 808 400 604	5 000 000 000	7 897 062 652	3 293 293 305	3 448 672 475	3 663 532 969
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	60 580 700 530	56 477 213 938	97 311 746 429	5 794 270 055	6 067 646 517	6 445 675 320
	Investissements sur Ressources Extérieures	78 635 469 313	8 913 780 000	192 151 573 882	166 845 139 979	174 716 974 344	185 602 257 191
	Investissements sur Ressources Propres	61 259 229 679	69 967 344 420	139 478 530 658	87 183 156 400	133 643 503 621	171 671 778 001
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	5 615 400 000	3 351 679 697	4 882 399 603			
	Rémunérations	11 008 464 191	15 575 490 115	18 310 667 730	21 314 503 205	21 314 503 205	22 642 447 425
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	1 798 102 078	1 698 102 078	1 662 509 008	1 132 764 864	1 186 209 258	1 260 112 915
	Subventions aux Services Ex-BPO	3 476 806 988	3 476 806 988	3 376 806 988	3 400 000 000	3 560 413 644	3 782 235 878
52	POSTES, TELECOMMUNICATIONS ET NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'IN	37 585 914 058	16 623 486 992	20 758 522 820	35 234 388 645	36 734 044 970	39 022 663 298
	Fonctionnement des Ministères	3 282 887 034	3 388 624 865	4 566 466 334	3 798 366 337	3 977 575 097	4 225 387 481
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	274 174 586	274 174 586	146 752 429	8 560 032	8 963 898	9 522 371
	Investissements sur Ressources Extérieures	25 866 000 000	5 243 400 000	6 933 685 799	3 484 371 855	3 648 766 204	3 876 093 012
	Investissements sur Ressources Propres	2 703 794 118	1 107 728 816	1 075 472 830	20 633 760 670	21 607 271 474	22 953 455 852
	Rémunérations	2 200 662 214	3 351 162 619	4 377 749 322	3 448 865 992	3 448 865 992	3 663 738 542
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	366 167 760	366 167 760	366 167 760	249 491 565	261 262 698	277 539 985
	Subventions aux Services Ex-BPO	2 892 228 346	2 892 228 346	3 292 228 346	3 610 972 194	3 781 339 608	4 016 926 055
53	COMMUNICATION ET MEDIAS	40 805 918 520	43 916 640 701	80 634 628 126	65 134 315 020	65 417 026 263	69 492 662 512
	Contrepartie des Projets	10 000 510 510	10 3 2 0 10 10 2	3 000 000 000	666 720 000	698 176 172	741 674 207
	Fonctionnement des Ministères	2 874 908 343	3 700 000 000	5 530 559 696	2 306 396 184	2 412 818 423	2 563 142 746
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	555 275 885	2 755 272 885	6 907 138 777	813 348 334	851 722 502	904 786 838
	Investissements sur Ressources Extérieures	997 370 000	2733272003	0 307 130 777	432 992 672	453 421 476	481 670 711
	Investissements sur Ressources Propres	7 093 385 269	4 262 937 394	3 205 180 322	340 082 682	356 127 947	378 315 565
	Rémunérations	27 593 605 598	31 707 056 997	60 000 375 906	59 091 437 313	59 091 437 313	62 772 974 333
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	762 608 017	562 608 017	562 608 017	383 337 835	401 423 899	426 433 563
	Subventions aux Services Ex-BPO	928 765 408	928 765 408	1 428 765 408	1 100 000 000	1 151 898 532	1 223 664 549
E/I	DROITS HUMAINS	4 956 566 130	5 145 109 778	12 905 000 000	9 784 830 642	9 932 454 169	10 551 269 676
34	Fonctionnement des Ministères	3 931 397 873	4 000 000 000	4 997 000 000	3 088 354 959	3 234 065 039	3 435 554 979
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	3 331 337 873	4 000 000 000	6 257 573 679	5 784 414 413	5 784 414 413	6 144 797 182
	Investissements sur Ressources Propres	500 000 000	461 550 000	448 110 111	40 555 898	42 469 345	45 115 286
	Rémunérations	525 168 257	683 559 778	1 202 316 210	871 505 372	871 505 372	925 802 228
	AFFAIRES FONCIERES	10 901 866 983	12 717 464 726	18 712 005 944	12 362 121 975	12 639 334 809	13 426 795 414
33	Fonctionnement des Ministères	3 034 374 451	4 000 000 000	6 233 333 332	2 599 472 207	2 722 116 562	2 891 710 895
		968 366 738	968 366 738	1 007 569 263	1 589 873 840	1 664 884 856	1 768 611 141
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques Investissements sur Ressources Propres	2 087 439 342	1 969 000 000	1 911 664 633	1 073 013 907	1 123 639 222	1 193 644 617
	Rémunérations	3 911 686 452	4 880 097 988	8 659 438 716	6 486 539 250	6 486 539 250	6 890 666 065
		900 000 000	900 000 000	900 000 000	613 222 771	642 154 918	682 162 696
FC	Subventions aux Organismes Auxiliaires ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE	51 481 030 368	32 593 957 345	99 517 376 883	41 496 306 958	42 928 684 285	45 603 243 369
56		1 000 000 000	1 500 000 000	6 000 000 000	666 720 000	698 176 172	741 674 207
	Contrepartie des Projets	3 583 202 967	4 200 000 000	7 146 002 695	6 061 636 951	6 341 021 615	6 736 082 336
	Fonctionnement des Ministères						
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	774 918 224	2 574 918 224	6 642 977 748	2 357 953 606	2 464 484 949	2 618 028 220
	Investissements sur Ressources Extérieures	35 960 025 143	10 900 047 415	63 869 736 799	14 102 041 825	14 767 382 976	15 687 426 041
	Investissements sur Ressources Propres	1 445 944 992	1 400 000 000	1 359 233 358	6 948 080 039	7 275 893 814	7 729 199 296
	Rémunérations	8 137 238 348	11 439 291 012	13 819 725 589	10 896 754 596	10 896 754 596	11 575 648 312
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	579 700 694	579 700 694	679 700 694	463 119 941	484 970 164	515 184 958
57	TOURISME	18 378 547 953	26 787 843 637	27 129 819 911	15 825 503 923	16 329 790 397	17 347 175 158
	Fonctionnement des Ministères	2 945 731 077	4 077 006 077	7 801 126 558	5 253 285 306	5 501 137 846	5 843 871 812
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	300 000 000	700 000 000	214 100 704	400 000 000	418 872 193	444 968 927
	Investissements sur Ressources Propres	6 981 433 830	13 175 000 000	7 210 841 676	417 347 535	437 038 193	464 266 712
	Rémunérations	3 567 565 620	3 952 020 134	7 119 933 547	5 137 048 937	5 137 048 937	5 457 099 298
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	606 713 071	606 713 071	606 713 071	413 389 189	432 893 091	459 863 359

N°		HISTO	RIQUE DOTATION	IS		PROJECTIONS	
IN	SECTION/RUBRIQUE	2018	2019	2020	2021	2022	2023
	Subventions aux Services Ex-BPO	3 977 104 355	4 277 104 355	4 177 104 355	4 204 432 956	4 402 800 135	4 677 105 050
58	CULTURE ET ARTS	14 649 947 080	25 319 031 950	38 105 969 684	26 074 120 260	26 362 259 836	28 004 691 293
	Fonctionnement des Ministères	3 592 315 291	3 708 019 433	8 851 333 333	3 691 250 534	3 865 405 519	4 106 229 47
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 059 619 214	2 609 619 214	5 898 453 118	628 452 091	658 102 764	699 104 13
	Investissements sur Ressources Propres	1 513 384 392	3 241 376 733	3 146 990 991	3 884 816 286	3 898 254 056	4 141 124 55
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	1 026 980 000	1 268 958 500	1 527 422 172	119 845 897	125 500 284	133 319 25
	Rémunérations	5 928 155 352	12 961 565 239	16 652 277 239	16 366 942 996	16 366 942 996	17 386 642 45
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	1 529 492 831	1 529 492 831	2 029 492 831	1 382 812 456	1 448 054 216	1 538 271 43
59	JEUNESSE ET INITIATION A LA NOUVELLE CITOYENNETE	10 287 177 551	19 713 253 173	31 701 830 633	21 179 411 259	21 633 021 794	22 980 810 47
	Contrepartie des Projets			2 558 354 407	666 720 000	698 176 172	741 674 20
	Fonctionnement des Ministères	2 865 839 314	5 325 069 162	9 206 291 771	4 839 278 012	5 067 597 488	5 383 320 85
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 401 468 593	2 555 992 698	6 600 000 000	2 418 646 002	2 532 758 890	2 690 555 78
	Investissements sur Ressources Extérieures				478 970 724	501 568 794	532 817 72
	Investissements sur Ressources Propres	988 797 257	1 955 000 000	1 898 072 297	171 783 749	179 888 589	191 096 07
	Rémunérations	4 797 932 868	9 644 051 794	11 205 972 639	11 945 161 149	11 963 095 300	12 708 424 57
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	233 139 519	233 139 519	233 139 519	658 851 623	689 936 561	732 921 24
60	SPORTS ET LOISIRS	46 997 901 687	42 918 407 087	92 851 796 354	14 214 353 433	14 775 338 225	15 695 876 92
	Fonctionnement des Ministères	7 958 844 849	8 250 000 000	12 459 320 042	10 195 880 670	10 676 927 249	11 342 125 19
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	133 332 600	2 000 000 000	12 781 443 516	745 539 334	780 714 240	829 354 59
	Investissements sur Ressources Propres	3 500 000 000	4 789 490 000	4 900 080 632	733 738 987	768 357 147	816 227 62
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	32 923 244 000	25 152 339 937	59 230 557 302	755 756 567	708 337 147	010 227 02
	Rémunérations	2 166 892 469	2 410 989 381	3 164 807 093	2 324 165 990	2 324 165 990	2 468 967 05
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	315 587 769	315 587 769	315 587 769	215 028 452	225 173 598	239 202 44
61	FONCTION PUBLIQUE	175 480 169 901	167 933 993 393	209 732 664 216	183 880 959 407	187 649 747 234	199 340 772 57
01	Contrepartie des Projets	173 480 103 901	107 933 993 393	415 384 615	553 846 156	579 976 885	616 110 82
	Financement des Réformes	1 400 000 000	2 000 000 000	5 018 765 498	1 162 727 148	1 217 585 177	1 293 443 62
	Fonctionnement des Ministères	6 824 832 930	8 250 000 000	12 331 653 376	6 142 640 146	6 432 452 878	6 833 209 98
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	55 717 072 389	44 717 072 389	25 357 195 411	6 287 801 191	6 584 462 691	6 994 690 37
	Investissements sur Ressources Extérieures	44 121 485 333	15 625 332 000	34 237 548 900	63 203 960 866	66 185 954 296	70 309 496 58
		2 092 016 228					
	Investissements sur Ressources Propres	2 092 016 228	4 471 875 172	4 341 658 504	1 710 785 973	1 791 501 682	1 903 116 49
	Mise à la Retraite	64 133 534 197	91 668 485 008	126 829 229 088	5 000 000 000 99 000 730 296	5 000 000 000 99 000 730 296	5 311 511 88 105 168 711 14
	Rémunérations						
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	1 191 228 824	1 201 228 824	1 201 228 824	818 467 631	857 083 330	910 481 65
62	EMPLOI, TRAVAIL ET PREVOYANCE SOCIALE	32 870 567 718	43 448 551 113	40 535 130 828	32 230 905 185	33 015 654 729	35 072 608 50
	Contrepartie des Projets	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	400 020 000	418 893 137	444 991 17
	Fonctionnement des Ministères	6 416 137 760	8 569 495 183	13 324 545 513	5 556 703 611	5 818 871 574	6 181 401 10
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	5 800 471 127	8 018 118 085	5 321 206 685	789 712 186	826 971 189	878 493 46
	Investissements sur Ressources Extérieures	3 626 800 000			5 281 067 658	5 530 230 983	5 874 777 52
	Investissements sur Ressources Propres	2 859 026 837	6 000 000 000	2 153 047 588	3 710 577 660	3 885 644 508	4 127 729 39
	Rémunérations	11 754 805 958	18 547 611 809	17 423 005 006	15 597 978 034	15 597 978 034	16 569 769 14
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	1 413 326 036	1 313 326 036	1 313 326 036	894 846 036	937 065 305	995 446 70
64	AFFAIRES SOCIALES	63 247 346 451	63 064 133 990	129 220 175 717	138 255 620 903	143 310 847 374	152 239 453 85
	Contrepartie des Projets	2 500 000 000	3 000 000 000	49 683 726 310	6 358 366 412	6 658 357 213	7 073 188 69
	Fonctionnement des Ministères	5 544 394 158	8 357 358 373	11 892 126 860	6 485 301 535	6 791 281 197	7 214 394 16
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	6 000 000 000	7 111 655 795	13 420 337 801	4 433 513 059	4 633 312 771	4 921 979 17
	Investissements sur Ressources Extérieures	3 040 667 200	149 811 493	198 060 394	85 075 492 352	89 089 395 211	94 639 876 32
	Investissements sur Ressources Propres	16 893 889 564	3 950 000 000	4 635 979 830	3 184 763 624	3 335 022 311	3 542 802 13
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	6 357 660 748	7 256 130 720	10 442 339 837			
	investissements sur Trunsfert dux Trovinces Et ETB						
	Rémunérations	20 617 408 229	30 795 851 057 2 443 326 552	36 294 278 133	30 910 344 247	30 910 344 247	32 836 132 17

N°		HIST	ORIQUE DOTATIONS			PROJECTIONS	
IN	SECTION/RUBRIQUE	2018	2019	2020	2021	2022	2023
65	GENRE, FAMILLE ET ENFANT	52 126 890 948	21 777 460 491	71 366 117 757	23 345 992 379	24 111 564 902	25 613 772 714
	Contrepartie des Projets	1 000 000 000	800 000 000	3 000 000 000	1 190 000 000	1 246 144 775	1 323 782 557
	Fonctionnement des Ministères	5 166 384 564	5 332 787 578	7 971 162 174	4 824 194 847	5 051 802 692	5 366 542 009
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	4 698 600 000	4 500 000 000	15 000 000 000	2 885 670 259	3 021 817 577	3 210 083 996
	Investissements sur Ressources Extérieures	33 918 130 442		33 374 820 000	6 573 152 587	6 883 277 104	7 312 121 631
	Investissements sur Ressources Propres	1 141 573 234	2 567 000 000	2 492 251 449	225 559 532	236 201 540	250 917 457
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	627 760 000	962 344 934	1 158 357 022			
	Rémunérations	5 089 683 252	7 130 568 523	7 594 767 656	6 419 526 116	6 419 526 116	6 819 477 854
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	484 759 456	484 759 456	774 759 456	1 227 889 038	1 252 795 098	1 330 847 211
68	PERSONNES VIVANTS AVEC HANDICAP			4 800 987 898	7 996 551 087	8 255 881 025	8 770 242 039
	Fonctionnement des Ministères			1 000 000 000	4 346 475 452	4 551 544 265	4 835 116 293
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques			1 500 000 000	527 894 799	552 801 131	587 241 955
	Investissements sur Ressources Propres			2 300 987 898	622 180 836	651 535 629	692 127 847
	Subventions aux Organismes Auxiliaires				2 500 000 000	2 500 000 000	2 655 755 943
69	INTEGRATION REGIONALE	3 433 392 411	6 488 247 507	6 909 194 992	5 577 301 614	5 671 786 545	6 025 152 329
	Fonctionnement des Ministères	2 089 314 562	3 000 000 000	3 614 556 242	1 972 450 540	2 064 696 793	2 193 332 312
	Investissements sur Ressources Propres	491 468 969	540 000 000	524 275 724	47 449 222	49 687 899	52 783 573
	Rémunérations	852 608 880	2 948 247 507	2 770 363 026	3 557 401 852	3 557 401 852	3 779 036 444
70	ACTIONS HUMANITAIRES ET SOLIDARITE NATIONALE	27 957 668 358	31 645 602 436	114 228 491 575	108 754 993 031	113 809 160 600	120 899 741 858
,,	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	15 000 000 000	20 000 000 000	90 000 000 000	51 800 000 000	54 243 949 043	57 623 476 019
	Fonctionnement des Ministères	5 297 328 149	6 025 000 000	9 005 843 829	5 163 694 790	5 407 320 407	5 744 209 322
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 147 785 400	1 347 785 400	11 000 000 000	983 306 735	1 029 699 622	1 093 852 356
	Investissements sur Ressources Extérieures	1147 765 400	1347 763 400	11 000 000 000	48 931 521 574	51 240 134 418	54 432 516 602
	Investissements sur Ressources Propres	6 317 183 937	4 037 500 000	3 919 931 919	245 592 636	257 179 815	273 202 729
	Rémunérations	195 370 872	235 317 036	302 715 827	1 630 877 296	1 630 877 296	1 732 484 829
7/1	PORTEFEUILLE	19 718 560 125	23 274 370 076	26 495 815 625	9 357 286 999	9 648 798 497	10 249 941 581
,-	Fonctionnement des Ministères	3 227 778 025	4 500 000 000	7 650 132 567	3 190 316 626	3 337 790 118	3 545 742 377
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 708 182 344	7 728 182 344	8 051 271 430	769 208 699	805 500 337	855 684 923
	Investissements sur Ressources Propres	11 000 000 000	6 658 817 270	6 464 918 969	417 271 457	436 958 526	464 182 081
	Rémunérations	3 144 799 476	3 749 570 182	3 391 692 379	3 114 055 352	3 114 055 352	3 308 068 403
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	637 800 280	637 800 280	937 800 280	1 866 434 865	1 954 494 164	2 076 263 797
76	COMITE NATIONAL DE SUIVI DE L'ACCORD DE LA ST SYLVESTRE	12 773 863 461	12 139 420 672	10 500 000 000	4 542 331 248	4 658 949 497	4 949 213 126
76	Fonctionnement des Institutions	7 773 863 461	8 639 420 672	9 500 000 000	2 471 747 652	2 588 365 901	2 749 627 250
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	5 000 000 000	500 000 000	9 500 000 000	2 4/1 /4/ 652	2 388 303 901	2 749 627 250
	Rémunérations	3 000 000 000	3 000 000 000	1 000 000 000	2 070 583 596	2 070 583 596	2 199 585 876
77	COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE	966 546 601 946	371 900 741 366	273 961 610 421	126 262 083 991	258 117 906 495	413 096 690 988
//	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Extérieures	72 536 000 000	3/1 900 /41 366	2/3 961 610 421	126 262 083 991	258 117 906 495	413 096 690 988
		840 000 000 000	325 000 000 000	220 000 000 000	90 000 000 000	221 287 254 770	373 971 402 105
	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres						
	Fonctionnement des Institutions	18 000 000 000 311 364 235	20 451 735 542 741 364 235	24 000 000 000 372 990 637	11 542 151 191 21 756 477	12 086 715 464	12 839 746 571
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques		741 364 235	372 990 637	21 /56 4//	22 782 958	24 202 391
	Investissements sur Ressources Extérieures	10 883 558 400	1 500 000 000	F 200 070 40-	407.004.704	F00 070 7C	F 44 7F4 C-0
	Investissements sur Ressources Propres	611 050 151	1 500 000 000	5 380 978 195	487 001 784	509 978 764	541 751 653
70	Rémunérations CORMATION PROFESSIONALILE ARTS ET METIERS	24 204 629 160	24 207 641 589	24 207 641 589	24 211 174 539	24 211 174 539	25 719 588 269
/8	FORMATION PROFESSIONNELLE, ARTS ET METIERS	1 492 141 473	87 827 539 863	160 393 406 367	52 366 537 502	139 086 520 615	207 155 874 294
	Fonctionnement des Ministères	1 492 141 473	10 538 334 261	20 250 934 668	13 955 210 614	14 603 800 269	15 513 651 743
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques			12 500 000 000	2 729 122 783	2 857 884 115	3 035 937 090
	Investissements sur Ressources Extérieures		0.05	13 565 762 550	3 456 472 771	3 619 550 827	3 845 057 448
	Investissements sur Ressources Propres		8 906 018 825	15 739 683 899	1 362 701 811	1 426 994 741	1 515 899 906
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD		67 185 811 727	95 575 969 849	20 645 679 687	106 313 760 342	172 341 293 148
	Rémunérations		1 197 375 050	2 761 055 401	10 217 349 836	10 264 530 319	10 904 034 960

N°	SECTION/RUBRIQUE	HISTORIQUE DOTATIONS			PROJECTIONS		
		2018	2019	2020	2021	2022	2023
79	CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DE LA REPUBLIQUE	8 444 996 251	9 292 299 653	11 732 289 203	6 348 431 112	6 543 351 960	6 951 018 342
	Fonctionnement des Institutions	5 500 000 000	5 664 800 569	7 500 000 000	3 606 922 247	3 777 098 582	4 012 420 803
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	100 000 000	500 000 000	1 422 812 891	82 992 425	86 908 048	92 322 626
	Investissements sur Ressources Propres	777 282 429	440 000 000	427 187 627	38 662 327	40 486 434	43 008 835
	Rémunérations	2 067 713 822	2 687 499 084	2 382 288 685	2 619 854 113	2 638 858 895	2 803 266 078
80	CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'AUDIO-VISUEL ET DE LA COMMUNICATION	12 475 391 127	13 352 990 065	12 745 528 057	7 696 169 878	7 893 800 376	8 385 602 905
	Fonctionnement des Institutions	7 942 624 757	8 180 615 427	8 600 000 000	4 135 937 510	4 331 073 041	4 600 909 188
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	100 000 000	100 000 000	53 525 176	3 122 114	3 269 417	3 473 109
	Investissements sur Ressources Propres	555 389 295	555 389 296	539 216 899	49 759 212	52 106 876	55 353 258
	Rémunérations	3 877 377 075	4 516 985 342	3 552 785 982	3 507 351 042	3 507 351 042	3 725 867 350
81	COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME	10 451 129 973	13 273 868 402	14 554 387 074	7 591 879 801	7 789 642 106	8 274 955 327
	Fonctionnement des Institutions	7 009 753 344	7 790 233 035	8 500 000 000	4 087 845 214	4 280 711 727	4 547 410 244
	Investissements sur Ressources Propres	587 433 668	1 180 932 888	1 146 545 270	103 767 294	108 663 085	115 433 054
	Rémunérations	2 853 942 961	4 302 702 479	4 907 841 804	3 400 267 293	3 400 267 293	3 612 112 029
82	PECHE ET ELEVAGE	6 488 160 702	8 621 909 686	73 866 001 223	91 538 793 321	166 435 977 433	226 308 611 822
	Fonctionnement des Ministères	1 771 360 702	3 721 909 686	10 000 000 000	9 751 811 083	10 211 906 244	10 848 132 280
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	500 000 000	1 500 000 000	12 400 000 000	3 175 542 331	3 325 365 953	3 532 544 158
	Investissements sur Ressources Extérieures	3 626 800 000			45 632 986 652	47 785 973 023	50 763 152 742
	Investissements sur Ressources Propres	590 000 000	3 400 000 000	7 000 000 000	18 485 804 334	19 357 973 519	20 564 021 288
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD			44 466 001 223	10 069 603 018	81 123 031 345	135 680 466 383
	Rémunérations				4 423 045 903	4 631 727 347	4 920 294 971
83	AFFAIRES COUTUMIERES	11 332 135 628	16 363 709 801	26 268 168 268	17 030 054 979	17 253 215 333	18 328 131 663
	Fonctionnement des Ministères	3 424 232 597	5 126 897 559	6 430 767 944	2 681 807 898	2 808 336 891	2 983 302 956
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	150 000 000	100 000 000	4 000 000 000	233 319 290	244 327 407	259 549 585
	Investissements sur Ressources Propres	591 535 491	744 852 132	723 162 759	1 814 802 176	1 900 425 420	2 018 826 441
	Rémunérations	7 166 367 540	10 391 960 110	15 114 237 565	12 300 125 615	12 300 125 615	13 066 452 681
84	AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	7 415 242 606	8 006 208 996	10 827 886 348	5 133 097 394	5 375 279 411	5 710 172 096
	Contrepartie des Projets	1 500 000 000	2 000 000 000	4 000 000 000	1 080 000 000	1 130 954 922	1 201 416 102
	Fonctionnement des Ministères	2 936 042 606	3 130 608 996	4 689 464 848	2 288 354 960	2 396 320 653	2 545 617 127
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 700 000 000	1 500 000 000	802 877 637	46 831 710	49 041 253	52 096 639
	Investissements sur Ressources Propres	1 279 200 000	1 375 600 000	1 335 543 863	1 120 872 492	1 173 755 798	1 246 883 575
	Rémunérations	1273 200 000	1 373 888 888	1000010000	597 038 232	625 206 784	664 158 653
85	COUR DES COMPTES			18 532 452 426	16 425 767 702	16 578 475 940	17 611 354 402
	Fonctionnement des Institutions			6 135 671 664	3 047 805 245	3 191 602 170	3 390 446 572
	Investissements sur Ressources Propres			2 086 940 076	188 877 098	197 788 411	210 111 099
	Rémunérations			10 309 840 686	13 189 085 359	13 189 085 359	14 010 796 731
90	CLASSE MOYENNE, DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, ARTISANA	53 639 836 982	35 660 844 083	93 569 858 469	118 468 110 184	179 877 627 344	205 791 289 957
	Fonctionnement des Ministères	3 549 842 629	3 664 178 767	8 192 273 856	3 416 404 496	3 577 592 112	3 800 484 605
	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 636 494 000	1 750 000 000	9 000 000 000	4 276 573 810	4 478 344 630	4 757 356 146
	Investissements sur Ressources Extérieures	1 030 434 000	1750 000 000	5 724 066 373	85 749 242 355	89 794 933 065	95 389 370 859
	Investissements sur Ressources Propres	26 000 000 000	11 000 000 000	21 642 545 061	10 793 958 847	67 765 894 715	86 694 729 867
	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	15 869 527 475	8 540 866 738	36 400 913 303	10 , 33 330 047	0,,00,004,110	55 054 725 807
	Rémunérations	6 583 972 878	10 705 798 578	12 110 059 876	13 618 707 891	13 618 707 891	14 467 185 768
	Subventions aux Organismes Auxiliaires	0 303 312 010	10 /03 /30 3/0	500 000 000	613 222 785	642 154 932	682 162 711
O 2	OPPOSITION POLITIQUE	802 246 456	826 284 753	1 600 000 000	769 476 745	805 781 030	855 983 104
93	Fonctionnement des Institutions	802 246 456	826 284 753	1 600 000 000	769 476 745	805 781 030	855 983 104 855 983 104
	TOTAL BUDGET GENERAL	8 927 875 827 540	9 604 890 657 737	17 225 248 047 289	13 202 250 552 737	15 753 062 681 935	17 769 505 384 672
	TOTAL BUDGET GENERAL	8 927 873 827 540	9 004 890 057 737	17 225 248 047 289	13 202 230 332 /3/	13 /33 002 081 935	17 709 505 384 67